



HAL
open science

Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ?

Antoine Talva, Maya Leclercq, Julien Bécasse

► To cite this version:

Antoine Talva, Maya Leclercq, Julien Bécasse. Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ? : Étude expérimentale - Focus ODD 4. France Volontaires. 2021. hal-04572067

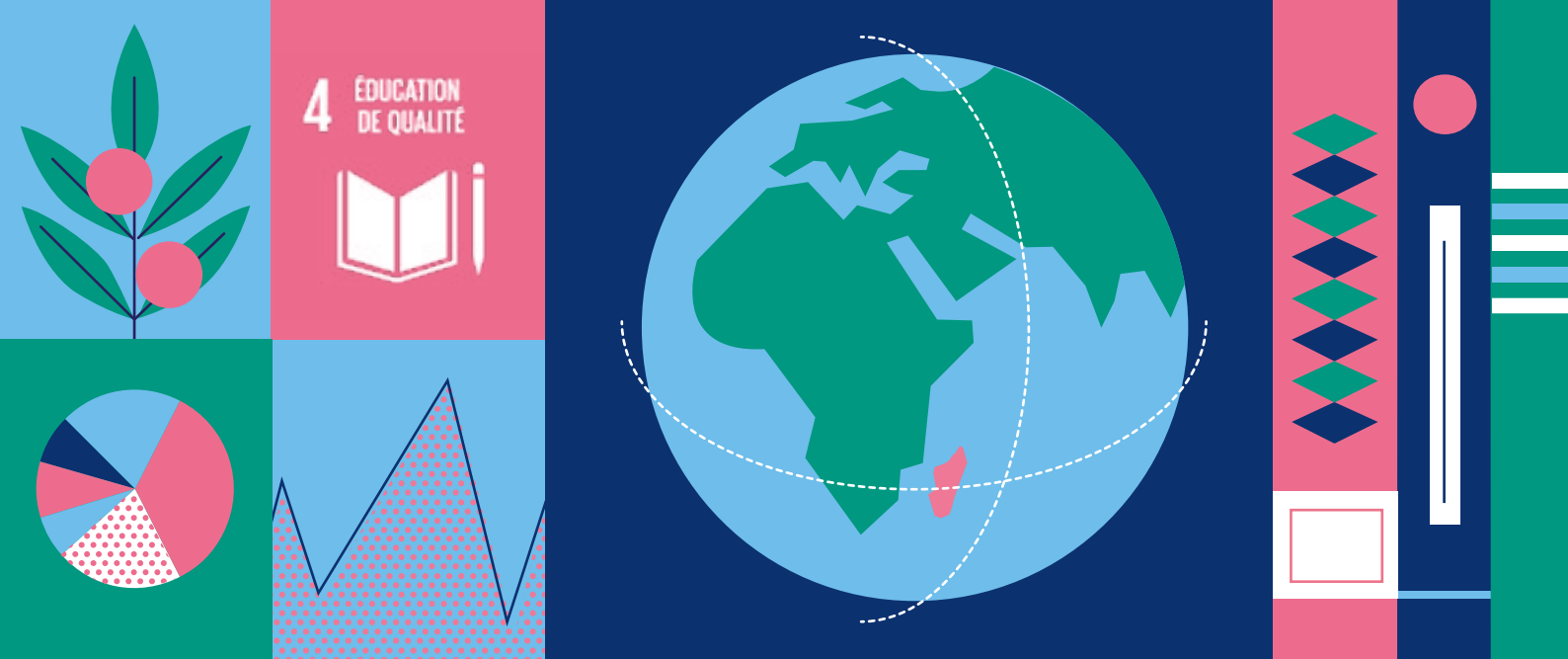
HAL Id: hal-04572067

<https://hal.science/hal-04572067>

Submitted on 10 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



MAI 2021

Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ?

Étude expérimentale - Focus ODD 4



MAI 2021

Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ?

Étude expérimentale - Focus ODD 4

Directeur de la publication :

Yann Delaunay, Délégué général de **France Volontaires**

Coordination de l'étude :

France Volontaires : Julien Bécasse, Lucie Morillon

Pilotage de l'étude :

AGIRabcd : Liliane Tozzi

ATD Quart Monde : Damien Alnar

CLONG-Volontariat : Sébastien Radisson

Délégation Catholique pour la Coopération : Clément Bonnel

DEFAP - Service Protestant de Mission : Laura Casorio

France Volontaires : Julien Bécasse, Clarisse Bourjon, Lucie Morillon

France Volontaires - Espace Volontariats Madagascar :

Adèle Bresson, Faniry Rakotomalala, Niry Ramarijaona, Lovasoa Ratsimba

Groupement des Éducateurs sans Frontières : Gérard Farcy

La Guilde : Aurélie Colladon

Ligue de l'Enseignement : Emilie Boulangé

IFAID : Ghislain Bregéot

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères: Mehdi Achour

Région Centre-Val de Loire : Lisa Bonnet

Service de Coopération au Développement (SCD) : Théoneste Habimana

Équipe chargée de l'enquête :

Sociotopie, atelier de sciences humaines et sociales appliquées :

Maya Leclercq, Antoine Talva, Mamy Rakotoarimanana

Rédaction :

Sociotopie : Maya Leclercq, Antoine Talva

France Volontaires : Julien Bécasse

Maquette et graphisme :

Clara Busson



AVANT-PROPOS	
Étudier la contribution du VIES à l'Agenda 2030	6

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	12
-----------------	----

RAPPEL DES		
Objectifs généraux de l'étude	Contexte, développement et rappel des objectifs de l'étude qualitative	17
16	L'Agenda 2030	17
	Construction de l'objet d'enquête	17
	Deux volets d'enquête et rappel des objectifs de l'étude qualitativ	18
	Madagascar et l'éducation : un terrain justifié	18
	Brève présentation de Sociotopie	19
	Maya Leclercq, docteure en Socio-Anthropologie, cheffe de projet et interlocutrice principale	19
	Antoine Talva, chargé d'étude, sociologue	19
	Mamy Rakotoarimanana, docteure et consultante à Madagascar	19

CONTEXTE DE		
l'étude et profil de l'enquête	Retour sur les différentes évolutions de l'étude	21
20	Première phase d'enquête :	
	Passation du questionnaire et caractéristiques des répondants	22
	Retour sur la crise sanitaire mondiale et ses effets sur le déroulement de l'enquête	22
	Passation du questionnaire et enjeux de représentativité des VIES	23
	Caractéristiques générales de l'enquête et comparaison au regard de la population des VSI	24
	Deuxième phase d'enquête	29
	Recrutement des enquêtés	29
	Méthodologie et caractéristiques générales des enquêtés	30
	Plan de développement du rapport	31

 RAPPORT D'ANALYSE

Comment le volontariat international d'échange et de solidarité contribue à l'Agenda 2030 ?

32

De la méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030	33
Retour sur la première phase d'étude	33
Des différences dans la connaissance de l'Agenda 2030	34
De la nécessité de former autrement à l'Agenda 2030	34
De l'Agenda 2030 à la réalité de terrain : un besoin de contexte	35
L'essentielle formation à l'interculturalité	35
Assurer une intégration culturelle plus optimale	36
Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires	36
Retour sur la première phase d'étude	36
Du manque d'informations sur l'Agenda 2030 par les structures d'accueil	37
Des objectifs caractéristiques des structures d'accueil	38
De l'apport et de l'évaluation des volontaires	39
Le nécessaire décentrement de « l'indicateur » pour évaluer la contribution du volontariat à l'Agenda 2030	39
La contribution protéiforme des volontaires	40
Retour sur la première phase d'étude	40
Des missions de volontariat plurielles et hétéroclites	41
De l'interrelation des ODD dans les missions des volontaires	41
La contribution des volontaires face à notre indicateur	42
De la richesse et de la force du réseau d'acteurs du volontariat	43
Retour sur la première phase d'étude	43
Du rôle préalable des structures d'envoi	43
Les structures d'accueil au centre de l'équation	44
Du rôle des intervenants extérieurs	44
Du rôle des bénévoles sur le terrain	44
Les volontaires : « pierres angulaires » du volontariat	45

 CONCLUSION GÉNÉRALE SUR

L'apport du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030

46

Synthèse des éléments issus de l'analyse	47
De la contribution des volontaires à l'ODD 4	48
De « l'utilité sociale » du volontariat	50

 ANNEXES

51

AVANT-PROPOS

Étudier la contribution du VIES à l'Agenda 2030

Appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés par les États membres des Nations Unies en septembre 2015.

À 10 ans de l'échéance, l'Agenda 2030 est devenu un sujet majeur pour l'ensemble des acteurs de l'aide au développement, y compris des acteurs du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES) et de l'engagement citoyen. Ce cadre international du développement durable est aujourd'hui un instrument de référence, tant comme outil de pilotage institutionnel, d'influence des politiques publiques, ou encore de sensibilisation aux enjeux locaux et/ou globaux du développement. Il s'inscrit ainsi de plus en plus au cœur des discours des acteurs du volontariat, fait l'objet de projets¹, de politiques internes, de logiques d'influence.

Dans un sens, le volontariat est reconnu par l'ONU comme un « *moyen puissant et transversal de la mise en œuvre des ODD (notamment car) le volontariat a la capacité de mobiliser les individus à l'échelle nationale pour contribuer à mettre en œuvre les politiques de développement. Les organisations de volontariat ont la capacité de créer de nouveaux espaces d'interaction entre les citoyens et les gouvernements (...)* »².

Pour autant, malgré cette reconnaissance, l'engagement citoyen au sens large n'est pas mentionné dans l'Agenda 2030, que ce soit parmi ses 17 ODD, ses 169 cibles ou ses 233 indicateurs. Cela pourrait apparaître paradoxal, le volontariat international agissant sur l'ensemble des ODD, de par la diversité de ses modes d'intervention, des thématiques touchées, des territoires impactés, ainsi que des acteurs engagés. Et cela, au profit des sociétés civiles du monde entier, contribuant ainsi au principe de « *ne laisser personne de côté* ».

¹ Ainsi du projet PrODDige porté par le SCD, membre de France Volontaires, un programme de volontariat en réciprocité autour de la sensibilisation aux ODD en France et à l'international.

² Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015, Nations unies, 2014, paragraphe 131

D'autant plus que le volontariat s'inscrirait ainsi dans la logique indivisible et interdépendante des ODD ; pour réaliser l'Agenda 2030, c'est davantage l'interaction entre objectifs et cibles qu'il faut viser³. De plus, l'élaboration des « *feuilles de route ODD* », ou des documents présentant les stratégies d'autorités nationales ou régionales d'atteinte des ODD, permet d'ancrer l'engagement citoyen dans des cadres officiels et reconnus.

Dès lors, comment parler de l'Agenda 2030 quand on est acteur du volontariat international ? Est-ce que l'Agenda 2030 a bousculé nos pratiques, et comment se l'approprier ? Quelle est la place de l'engagement citoyen dans l'atteinte d'ODD, dans la transformation et la mise en œuvre de politiques publiques favorisant l'atteinte de ces objectifs ? Quels sont les ODD les plus significatifs pour le VIES et auxquels contribuent-ils/elles le plus ? Comment mesurer l'impact du volontariat dans la réalisation de l'Agenda 2030 ?

Ces questions représentent depuis quelques années une actualité importante pour les acteurs du secteur. Toutefois, malgré un engagement important, les acteurs disposent de peu de ressources concrètes pour s'approprier et intégrer ce cadre international, qu'il s'agisse d'outils issus de capitalisations, ou d'enquêtes, surtout dans l'espace francophone.

En effet, concernant le volontariat, quelques études sur le sujet avaient par exemple été produites au sein du réseau international FORUM⁴, en parallèle des stratégies de plaidoyer pour introduire l'engagement dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda 2030. Différentes pistes avaient été proposées permettant de mesurer la contribution du VIES à l'Agenda 2030, à travers des indicateurs spécifiques qui auraient été intégrés à un ou plusieurs ODD⁵, ou en utilisant des indicateurs intégrés au monitoring du nouveau cadre⁶.

Afin de répondre à ces questionnements, et d'apporter des éléments de connaissance, France Volontaires et onze organisations membres⁷ ont souhaité consacrer une étude expérimentale autour de l'Agenda 2030, dont les résultats sont présentés dans cette publication. Ce projet a ainsi permis d'inaugurer les travaux du programme d'études de France Volontaires, visant à observer l'utilité sociale du volontariat international.

³ A ce titre, le premier rapport scientifique d'évaluation quadriennale de l'Agenda 2030 observe six grandes interconnexions « croisant » ODD et cibles : 1. Capacités et bien-être humains, 2. Economies durables et justes, 3. Systèmes alimentaires et nutrition, 4. Décarbonisation énergétique et accès universel à l'énergie, 5. Développement urbain et périurbain, 6. Patrimoine environnemental mondial. Source : Groupe indépendant de scientifiques nommés par le Secrétaire général, *Le Futur c'est maintenant* : la science au service du développement durable, Rapport mondial sur le développement durable 2019 (Nations Unies, New York, 2020). Lien : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26935French_DESA2019_Global_Sustainable_Development_Report_WEB.pdf

⁴ Forum (le International Forum for Volunteering in Development) est un réseau international regroupant 31 organisations engagées dans le volontariat à l'international. Le réseau partage des informations et ressources parmi ses membres, développe des bonnes pratiques et favorise la coopération entre acteur. Pour cela, il promeut et organise notamment des recherches et études, organise la conférence internationale IVCO. Pour plus d'informations : <https://forum-ids.org/about/>

⁵ Notamment: Devereux, P., Guse, K., « MDGs, Sustainable Development Goals and the Post 2015 agenda: opportunities for consolidating the recognition of volunteerism. A discussion paper for IVCO 2012 », FORUM, 2012. Url : <https://forum-ids.org/wp-content/uploads/2012/08/2012-Discussion-Paper-Post-2015.pdf>

⁶ Par exemple : Chowns, E., Rath, A., « IVCO 2017 Sub-theme paper : Measurement », FORUM, 2017. Url : https://forum-ids.org/wp-content/uploads/2017/08/IVCO-2017-Sub-Theme-Paper%E2%80%9494Measurement_final-1.pdf

⁷ AGIRabcd, ATD Quart Monde, CLONG-Volontariat, DCC, DEFAP, la Guilde, IFAID, Ligue de l'Enseignement, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la région Centre-Val de Loire, SCD. À noter que le GREF a rejoint le GT lors de la seconde phase de l'enquête.



Un programme d'études pour observer l'utilité sociale du volontariat international

Cette publication s'intègre dans un cadre spécifique, celui du programme d'études de France Volontaires, qui poursuit une mission d'expérimentation et d'analyse au sein de la plateforme. En effet, depuis sa création en 2009, France Volontaires a développé une mission spécifique de production de connaissances, qui s'est d'abord manifestée à travers un « Observatoire des engagements volontaires et solidaires à l'international ». Une série de publications ont vu le jour, dont les deux *Cartographies des engagements volontaires et solidaires à l'international*⁸.

Le programme d'études de France Volontaires poursuit cette mission, en cherchant à mutualiser les connaissances et expertises des acteurs du secteur du volontariat international, pour produire un savoir qui leur soit utile. Si l'objectif du programme d'études est d'observer l'utilité sociale du volontariat international, son ambition est de produire des connaissances qui

puissent être objectivées, dépassant le ressenti et des démarches illustratives.

Pour cela, France Volontaires et ses membres ont développé une programmation pluriannuelle autour de différentes thématiques : Agenda 2030, « réciprocité » et accueil de volontaires internationaux en France, parcours post-engagement sur les territoires, volontariat international et engagement local, etc.

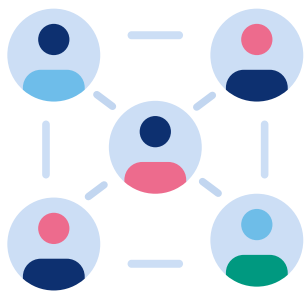
Ce chantier multi-acteurs est animé par France Volontaires, et développe une méthode expérimentale de production de connaissances en intégrant les membres de la plateforme aux différentes étapes des projets. Chaque projet est piloté par un groupe de travail (GT), constitué d'organisations volontaires pour consacrer du temps au pilotage ou au suivi d'une étude.

Le choix d'inaugurer ce programme autour d'une enquête sur l'Agenda 2030 a été fait en concertation au sein de la plateforme France Volontaires, par des membres conscients de l'importance du sujet et de l'urgence de le traiter, et qui souhaitent outiller au plus vite les acteurs du secteur alors que peu de connaissances avaient été produites à ce propos.

Il s'agit donc ici de la première publication qui prend place dans ce programme d'études. Nous y retrouvons les résultats de l'enquête réalisée avec Sociotopie⁹, sur la contribution du VIES à l'Agenda 2030, illustrant par la même occasion les résultats d'une première démarche expérimentale de co-construction des connaissances qui place les acteurs du VIES au centre du processus.

⁸ Leyle D. et Lunel M. (coord.), *Cartographie 2013 des engagements volontaires et solidaires à l'international*, Ivry-sur-Seine : France Volontaires, 2013, 104p., url : http://www.observatoire-volontariat.org/IMG/pdf/cartographie_2013_engagements_volontaires_solidaires_international.pdf et Leroux C. et Pissoat O. (coord.), *Cartographie 2017 des engagements volontaires et solidaires à l'international*, Ivry-sur-Seine : France Volontaires, 2017, 111p., url : <https://www.france-volontaires.org/app/uploads/2020/01/2017-cartographie-engagements-volontaires-solidaires-international-vf-web.pdf>

⁹ Sociotopie est un atelier de sciences humaines et sociales appliquées, basé à Lille. Pour plus de précisions sur la méthodologie de l'atelier : <http://sociotopie.fr/>



Une méthode pragmatique, collaborative et expérimentale

Cette première enquête portée dans le cadre du programme d'études est doublement expérimentale, de par son objet (l'Agenda 2030) et sa méthode, qui met au centre un collectif d'organisations. Les onze membres du GT Agenda 2030 se sont réunis en amont de l'enquête pour « problématiser » l'objet, c'est-à-dire passer d'un sujet de départ à un ou plusieurs questionnements d'enquête. Très vite, le GT a posé une **double ambition** :

- Développer une méthode spécifique d'observation de l'Agenda 2030
- Démontrer la contribution du VIES à l'Agenda 2030

Lors d'un processus qui a duré huit mois, le GT a avancé de manière pragmatique, en différentes étapes, à travers plusieurs ateliers de travail facilités par France Volontaires.

Des questionnements « en cascade » ont été précisés permettant ainsi de :

1. Définir l'objet d'enquête :

Facilité par un travail d'état des lieux sur l'Agenda 2030 (études, ressources, projets), et d'ateliers autour de l'importance du sujet pour le secteur, les membres du GT ont d'abord choisi d'observer *les effets et impacts des projets dans lesquels sont impliqués les volontaires, en prenant un ODD en particulier et en regardant certaines cibles*, au détriment d'autres approches (sur les modes d'appropriation de l'Agenda 2030 par les acteurs du VIES par exemple).

2. Elaborer le protocole d'enquête :

Les membres ont discuté du périmètre de l'enquête, pour répondre à une double question. D'abord, **où enquêter ?** Un territoire, un pays, une comparaison internationale ? Ensuite, **sur quel(s) ODD ?** Observer *l'ensemble de l'Agenda 2030*, ou bien *une partie spécifique*, voire comparer ? Ces deux questionnements induisaient des distinctions méthodologiques majeures, qu'il fallut donc cadrer.

- **Quel terrain ?** Les échanges ont abouti sur un protocole expérimental et combinant deux phases d'enquête : une première phase transnationale qui ciblerait par questionnaire l'ensemble des volontaires, afin d'objectiver par des méthodes quantitatives la contribution à l'Agenda 2030, puis une seconde phase sur un territoire national s'intéressant au travail des volontaires mobilisés sur des missions répondant à la cible enquêtée. Afin de d'avoir un terrain suffisamment riche et représentatif, Madagascar a été choisie.

- **Quel(s) ODD ?** La question du « quoi regarder » a été un enjeu fondamental, du fait de l'absence d'indicateurs ou de cibles sur l'engagement citoyen, et de la grande hétérogénéité des missions, et ce, dans un cadre où prime l'interdépendance – comment mettre la focale sur un enjeu spécifique quand toutes les actions sont interconnectées ? Dès lors, le parti-pris a été de « faire avec » le cadre de l'Agenda 2030, en développant des indicateurs propres à partir des cibles existantes. Pour réaliser cela, le choix s'est porté sur un ODD parmi d'autres, afin d'avoir une première piste de travail, en découpant artificiellement le réel par une méthode expérimentale. L'ODD choisi semblait regrouper un grand nombre de missions et d'intérêts stratégiques : l'ODD 4 « Education de qualité¹⁰ ». Parmi sa dizaine de cibles, deux ont retenu l'attention du GT : la cible 4.3 sur la « formation professionnelle et enseignement supérieur » et la cible 4.5 dédiée à « l'égalité des chances ».
- Après avoir estimé le nombre potentiel de volontaires concernés, **un indicateur a été développé** pour être au cœur de l'enquête expérimentale : le « *nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année* ».

3. Recourir à une consultance extérieure

Finalement, ce travail de co-construction a été synthétisé dans une note de cadrage. Cela a permis de lancer la recherche d'une consultance pour externaliser une partie de l'enquête (elle sera confiée à Sociotopie), et plus particulièrement :

- Appuyer l'élaboration du questionnaire, dont la création et la passation sont restées à l'initiative du GT
- Analyser les résultats du questionnaire et réaliser l'enquête de terrain

Il est important de noter que cette enquête a été particulièrement touchée par la pandémie de COVID-19 et les mesures sanitaires et politiques qui en ont découlé. Si le calendrier a été revu, il en a été de même pour la méthode. Une enquête de terrain ambitieuse à Madagascar était d'abord envisagée avant l'été 2020, et a finalement été remplacée par une série d'entretiens quasiment intégralement à distance, entre la France et Madagascar au dernier trimestre 2020, une démarche différente que celle initialement prévue et qui ne peut produire les mêmes résultats.

Enfin, la publication de cette enquête de terrain et de ses principaux résultats va ouvrir une nouvelle phase de travail autour du sujet, permettant des temps d'échanges de pratique, de capitalisation, mais également de nourrir des démarches de sensibilisation et d'influence, autour des apports du volontariat international et de la pertinence de son développement.

¹⁰ A titre d'exemple, en 2015, 35 % des volontaires internationaux se sont engagés dans des missions liées à l'éducation, l'animation ou la formation, comme France Volontaires l'explicitait déjà dans un livret consacré à l'ODD 4 : <https://www.france-volontaires.org/app/uploads/2019/09/livret-odd4-education-france-volontaires.pdf>



Présentation du rapport d'enquête et des principaux résultats

Cette publication présente donc les résultats du travail d'enquête entrepris en mars 2020 par le GT et Sociotopie, et conclu en décembre 2020.

Il s'agit plus précisément du rapport d'enquête réalisé par Sociotopie, qui présentera :

- **les objectifs généraux de l'étude** (première partie),
- **le contexte de l'étude et le profil de l'enquête** (deuxième partie),
- **le rapport d'analyse autour des questionnements au cœur de l'étude** (troisième partie), et
- **une conclusion générale** présentant notamment l'apport du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030.

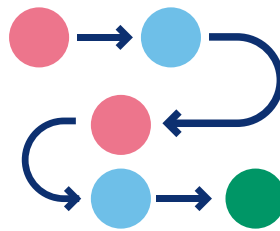
Ainsi, cette publication permet d'apporter des réponses stimulantes sur le rapport des volontaires à l'Agenda 2030, la manière dont les acteurs s'en saisissent et l'utilisent, tout en complexifiant la question en illustrant les difficultés d'observer et de mesurer la contribution du VIES à un ODD spécifique.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

France Volontaires et onze organisations membres ont piloté entre mars et décembre 2020 une étude sur la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030, avec l'appui de Sociotopie, atelier de sciences humaines et sociales.

Cette étude a une double vocation :

- Développer une méthode spécifique d'observation de l'Agenda 2030 pour le secteur du volontariat international d'échange et de solidarité
- Démontrer la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES) à l'Agenda 2030



Méthode

Pour observer cette contribution, un périmètre plus précis a été choisi. D'abord, l'étude s'est concentrée sur l'ODD 4 « *Éducation de qualité* », et ses cibles 4.3 et 4.5¹¹, afin de partir d'un terrain spécifique. Aussi, un indicateur propre à l'enquête a été développé, pour renseigner l'atteinte de cet ODD : « *nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année* ». Le choix a également été fait d'un focus géographique sur Madagascar.

¹¹ Respectivement « Formation professionnelle et enseignement supérieur », et « Égalité des chances ». Pour plus d'informations: <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/>

L'étude s'est ensuite déroulée sur deux phases d'enquête :

- Une enquête par **questionnaire** qui a ciblé l'ensemble du VIES dans le monde, a récolté 649 réponses de volontaires – et 447 complètes, principalement des VSI (70 %), également de volontaires en service civique (18%)¹². Le questionnaire revenait sur la mission et le profil des volontaires, leur rapport à l'Agenda 2030, l'engagement dans l'ODD 4, et expérimentait une méthode pour évaluer l'impact à partir de l'indicateur.
- Une enquête par **entretiens** en France et à Madagascar auprès d'acteurs du VIES (9 VSI et 7 partenaires accueillant ou mobilisant des volontaires) qui sont ou ont été mobilisés à Madagascar dans le cadre de missions liées à l'ODD 4. A partir des résultats du questionnaire, les entretiens prolongeaient l'analyse sur différentes questions-clés, développées ci-après.

A noter que la crise sanitaire liée à **la pandémie Covid-19** a fortement impacté l'étude en bousculant le calendrier prévu, engendrant le décalage des deux phases d'enquête. La crise a eu **des impacts très forts sur les terrains d'investigations, tant en France qu'à Madagascar** (départs de volontaires, évolution des missions, générant des difficultés à rencontrer les enquêtés, etc.).

Surtout, il était prévu **un déplacement de l'équipe à Madagascar** pour la seconde phase, avec notamment **un atelier de co-construction** regroupant l'ensemble des parties prenantes : le matériau récolté a donc été moins important que prévu initialement.

¹² mais également : près de 7% de «bénévoles» (dont la majorité sont des bénévoles seniors), et moins de 1 % sont respectivement stagiaires, volontaires avec ATD Quart Monde, hors cadres ou hors dispositifs, volontaires de programmes de l'UE, etc.



Principaux résultats

Entre méconnaissance et reconnaissance de l'Agenda 2030

Près de 60 % des volontaires interrogés ne connaissent « pas du tout » l'Agenda 2030 et 20 % « un peu ». Pourtant, après avoir pris connaissance du sujet, près de 75 % trouvent ce cadre « opérationnel », et 90 % pensent l'utiliser à des degrés divers. Cette situation illustre une méconnaissance très importante de l'Agenda 2030, malgré une importante propension à le reconnaître comme utile et opérationnel.

Plusieurs facteurs éclairent cela. Tout d'abord **la date de départ des volontaires**, du fait d'une communication récente sur l'Agenda 2030 et de plus en plus importante. S'ajoute le poids **très important des parcours de formation**, certains volontaires ayant pu étudier l'Agenda 2030 et d'autres non.

De plus, **la structure d'envoi à travers notamment ses pratiques de formation** influe (on voit des oscillations entre 26 % et 93 % en fonction des organisations), mais aussi **la taille du partenaire d'accueil** et ses interactions avec des bailleurs internationaux qui mobilisent de plus en plus l'Agenda 2030. Enfin, les volontaires mobilisés dans **des missions « d'organisation » et de « coordination »** connaissent mieux ce cadre onusien.

L'Agenda 2030, un cadre peu intégré dans les objectifs des acteurs et dans l'évaluation de la plus-value du travail volontaire

L'enquête a cherché à démontrer comment le volontariat contribuait à l'ODD 4 grâce à un indicateur quantitatif construit au préalable. Cette expérimentation a montré les limites de l'indicateur : le périmètre était trop large pour intégrer l'ensemble des expériences, les volontaires ne pouvaient souvent y répondre par manque d'informations, ou les réponses données apparaissaient trop hétérogènes. Dès lors, deux questions sous-jacentes se sont posées à l'enquête : dans quel cadre les organisations définissent-elles leurs objectifs ? Comment la plus-value des volontaires est-elle évaluée ?

Premièrement, l'Agenda 2030 semble peu utilisé pour développer ses objectifs, **au détriment de cadres régionaux, nationaux, ou locaux** de développement durable. **Ce cadre apparaît difficile à traduire ou à inscrire dans ses pratiques**, quand il n'est pas simplement inconnu – malgré une prise de conscience de plus en plus importante.

Deuxièmement, on retrouve une **diversité des modes d'évaluation des volontaires**, utilisant des indicateurs différents d'une organisation à l'autre et d'une mission à l'autre. Ceux-ci sont **souvent qualitatifs** (renforcement des compétences, pérennisation des projets, etc.) **plutôt que quantitatifs** (nombre d'heures de formation, nombre de personnes touchées, etc.). Par ailleurs, **beaucoup observent que les plus-values des volontaires se font dans des « à-côtés » des missions**, dans des moments informels, au plus près des communautés, grâce à une intégration locale parfois importante, développant là des compétences spécifiques en termes de capacités relationnelles par exemple.

Une contribution protéiforme des volontaires, qui dépasse le simple cadre de l'ODD 4

Les volontaires interrogés et qui contribuent à l'ODD 4 d'une manière ou d'une autre considèrent interagir fortement avec d'autres ODD, et plus particulièrement avec l'ODD 5 « Egalité entre les sexes » (45 %) ou l'ODD 10 « Inégalités réduites » (43%). Cette hybridation est consubstantielle au travail volontaire qui contribue de façon large à l'Agenda 2030. Par ailleurs, du fait de la nature même des ODD qui sont interconnectés, l'observation de la contribution à un seul ODD soulève des difficultés méthodologiques toujours fortes. Une étude de cas illustre en ce sens l'interrelation intrinsèque des ODD à la réussite d'une mission de volontariat axée sur l'ODD 4.

De la richesse et de la force du réseau d'acteurs du volontariat

Les volontaires contribuent à l'ODD 4 grâce à l'action conjointe de différents acteurs. D'une part, il faut considérer le rôle des structures d'envoi, qui préparent les missions et forment les volontaires – et l'enquête rappelle l'importance de la formation au départ dans la connaissance de l'Agenda 2030. D'autre part, les partenaires d'accueil ont la capacité de permettre une bonne insertion au sein des équipes du projet, mais aussi des communautés locales, gage d'une plus-value importante du volontaire. Enfin, pour atteindre l'ODD 4, 66 % des volontaires rappellent le rôle central des intervenants ponctuels, quand le rôle des bénévoles locaux apparaît souvent important.

La contribution des volontaires à l'ODD 4

Plusieurs types d'apports des volontaires à l'ODD 4 ont été observés. D'abord **qualitatifs**, car les volontaires apparaissent « porteurs d'innovations » et apportent souvent de nouvelles formes de pédagogie et de nouveaux outils, dans des configurations locales parfois difficiles. Ils et elles participent aussi au renforcement des compétences, notamment en touchant un public marginalisé grâce à leur proximité

avec les communautés, facilitant parfois la poursuite du cursus scolaire des publics et l'apprentissage du français hors du cadre scolaire « formel ».

Ensuite, des contributions **mixtes** entre apports **quantitatifs et qualitatifs**, quand ils participent à accompagner des projets de développement, et formalisent des projets portés par des partenaires locaux. Le renforcement des partenariats permis par les volontaires rentre dans cette catégorie, tout en facilitant l'apport de financements. La contribution des volontaires à l'ODD 4, et plus largement à l'Agenda 2030, est donc diversifiée et intervient à différents niveaux. Si elle rend son évaluation difficile, plusieurs pistes apparaissent néanmoins et méritent d'être poursuivies.

Recommandations et pistes pour la suite

- Elaborer des **indicateurs compatibles avec le volontariat** : « traduire » les **indicateurs qualitatifs** développés au fil de l'enquête, propres au volontariat (liés à la montée en compétences des acteurs, à l'innovation) en indicateurs quantitatifs (transferts de compétences, expertise ou accompagnement de projets), ou repartir des Plans Nationaux de Développement des pays (ou tout autre document lié à l'atteinte des ODD).
- Utiliser de **nouveaux supports ou sources de données** pour observer cette contribution spécifique : rapports de fin de mission, cycles d'évaluation systématisés, etc.
- Prolonger **l'étude sur un autre terrain** en s'intéressant **aux points de vue des autres parties prenantes** du secteur (bénéficiaires des projets par exemple).
- S'intéresser à la vision critique des volontaires sur leurs propres missions.
- Renforcer la formation des volontaires, des partenaires d'envoi et d'accueil, pour **une meilleure appropriation de l'Agenda 2030, en le contextualisant dans des enjeux localisés**.



Objectifs généraux de l'étude

**P.17 Contexte,
développement et
rappel des objectifs
de l'étude qualitative**

**P.18 Madagascar
et l'éducation :
un terrain justifié**

**P.19 Brève présentation
de Sociotopie**

Ce document rend compte d'une étude sur la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité français (VIES) à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, au travers d'un focus sur l'ODD 4 (Education de qualité) et d'un terrain spécifiquement délimité - Madagascar. Est particulièrement développée dans ce rapport la deuxième phase d'étude qualitative qui s'inscrit directement dans le prolongement d'un long travail initié dans le cadre du premier projet du programme d'études de France Volontaires, ainsi que d'une première phase d'analyse de questionnaire réalisée en juin 2020. Avant de revenir plus en détail sur les résultats de la présente étude, il convient d'introduire les éléments importants qui ont participé de sa genèse.



Contexte, développement et rappel des objectifs de l'étude qualitative

L'Agenda 2030

« L'Agenda 2030 » est un cadre international du développement durable qui prend la suite de la Déclaration du Millénaire. Adopté en septembre 2015 par les 193 États membres des Nations unies après plusieurs années de négociations, l'Agenda 2030 représente un cadre international pour atteindre un développement durable effectif à l'horizon 2030¹³, en intégrant ses dimensions sociale, économique et environnementale, à travers :

17 « Objectifs de développement durable » (ODD)

169 « cibles » opérationnelles à atteindre

244 « indicateurs » de suivi, pour la plupart des indicateurs statistiques (232 sans doublons)

Dans ce cadre, le volontariat est reconnu comme un levier « *puissant et transversal de la mise en œuvre des ODD à travers leur capacité de mobilisation des individus à l'échelle nationale pour contribuer à mettre en œuvre les politiques de développement*¹⁴ », mais pour autant il n'y est jamais mentionné, ni comme moyen, ni comme finalité. C'est dans ce sens que le projet initial a vu le jour, dans l'objectif de développer des *outils et méthodes pour observer la contribution de l'engagement volontaire international à l'Agenda 2030*.

Celui-ci est porté par France Volontaires et piloté par un « Groupe de Travail » (GT) composé

Le volontariat est reconnu par l'ONU comme un levier « puissant et transversal de la mise en œuvre des ODD (...) », mais pour autant il n'y est jamais mentionné.

notamment des organisations suivantes : ATD Quart Monde, AGIRabcd, CLONG-Volontariat, la Délégation

Catholique pour la Coopération (DCC), le DEFAP, France Volontaires, le GREF, IFAID, la Ligue de l'Enseignement, la Guilde, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la Région Centre-Val de Loire et le Service de Coopération au Développement (SCD).

Construction de l'objet d'enquête

Pour ce faire, le GT a opté pour une démarche pragmatique : éclairer une partie précise de l'Agenda 2030 pour rendre intelligible sa globalité, c'est-à-dire un terrain spécifique de l'enquête et une cible spécifique de l'Agenda 2030. Après de nombreuses réunions et concertations, c'est Madagascar qui a été choisie comme terrain pour la deuxième phase d'étude, selon plusieurs facteurs qui en faisait une cible adéquate et cohérente (nous revenons sur ce point plus en détail par la suite).

L'objet d'enquête quant à lui s'est finalement centré autour de l'ODD 4 - « Accès à une éducation

¹³ Plus de précisions sur l'Agenda 2030 : <https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/>

¹⁴ Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015, Nations-unies, 2014, paragraphe 131

de qualité » et à deux de ces cibles spécifiques : 4.3 (formation professionnelle et enseignement supérieur) et 4.5 (Égalité des chances). Afin de traduire et d'estimer la contribution à ces deux cibles de manière quantitative, le GT s'est doté d'un indicateur permettant de les rassembler : « **Nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année** ».

Deux volets d'enquête

Tous ces éléments ont ensuite été déclinés au travers d'un questionnaire, dont la cible prioritaire était les volontaires en missions depuis plus de 6 mois, concourants à l'ODD 4 et déployés par des organisations membres de France Volontaires.

Ce dernier a été déployé au mois d'avril 2020 sur un terrain transnational et correspond à la première phase d'étude quantitative que nous avons susmentionnée. Le bureau d'étude Sociotopie avait

Le GT a opté pour une démarche pragmatique : éclairer une partie précise de l'Agenda 2030 pour rendre intelligible sa globalité

alors analysé l'ensemble des réponses collectées et produit un rapport de synthèse des résultats. Ceux-ci avaient permis

d'apporter un premier regard sur la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030, tout en révélant un certain nombre de zones d'ombre – dont l'une des principales concernait les limites de l'indicateur développé par le GT.

Il s'est avéré que celui-ci ne permettait pas de mettre en lumière l'étendue du travail réalisé parmi par les volontaires. C'est pourquoi, dans un souci de cohérence, la présente étude s'appuie sur ces premiers résultats et pistes, afin de les prolonger et d'apporter des réponses aux questionnements qu'ils ont soulevés. En vue de ne pas nous répéter, nous ne présenterons ces réflexions qu'à l'introduction de chaque partie de notre développement.



Madagascar et l'éducation : un terrain justifié

Selon les données de l'Unicef, seul un enfant sur trois complétera son éducation primaire à Madagascar, et seulement 20 % des enseignants sont fonctionnaires – dont 97 % des enseignants n'ont pas de diplôme d'enseignement professionnel¹⁵.

L'éducation semble donc être une voie de développement privilégiée pour ce pays, qui la place d'ailleurs au cœur de ses priorisations en termes d'ODD au sein de sa politique nationale de développement¹⁶.

1/3

des enfants complétera son éducation primaire à Madagascar

20 %

des enseignants sont fonctionnaires

dont 97 %

n'ont pas de diplôme d'enseignement professionnel.

De plus, les chiffres fournis par la base de données harmonisées du FONJEP et de France Volontaires nous enseignent que Madagascar est le premier pays de destination des VSI à l'international – cible prioritaire de notre enquête¹⁷. Pour l'ensemble de ces raisons, ce terrain d'investigation correspond totalement à l'objet d'enquête développé par le Groupe de Travail et vient justifier les choix méthodologiques entrepris.

L'élection d'un terrain spécifique afin de déployer l'étude qualitative s'avérait nécessaire, toutefois cela influe forcément de manière significative sur

¹⁵ <https://www.unicef.org/madagascar/programme/education>

¹⁶ Cf. annexe 2 : fiche de priorisation de l'ODD 4.

¹⁷ Cf. « Première phase d'enquête : passation du questionnaire et caractéristiques des répondants », pp. 22-28.

les données récoltées et analysées servant à la production de ce rapport. La perception et les discours des volontaires interrogés sont toujours intrinsèquement liés à la réalité de terrain propre à l'île de Madagascar. C'est dans cet esprit qu'il convient de lire les résultats que nous présentons par la suite – correspondant à une expérience qu'il n'est pas forcément juste méthodologiquement de rattacher à l'ensemble des volontaires en mission à travers le monde.



Brève présentation de Sociotopie

Sociotopie est un atelier de Sciences Humaines et Sociales appliquées, basé à Lille en région Hauts-de-France, et fondé par Maya Leclercq en 2017. Notre équipe réalise des enquêtes sociales qualitatives et quantitatives, des études d'impacts sociaux, des évaluations sociales de projets, mais aussi des projets de recherche, en partenariat avec des organismes de recherche et universités, en France et à l'étranger.

Afin de mener à bien cette enquête, et pour répondre au mieux aux objectifs et enjeux de cette évaluation, nous proposons donc les services de notre équipe de consultants internationaux et locaux mixte et aux compétences complémentaires, réunis au sein de Sociotopie.

Maya Leclercq, docteure en Socio-Anthropologie, cheffe de projet et interlocutrice principale

Après avoir suivi un double cursus en Anthropologie et en Écologie, elle est aujourd'hui consultante et chercheuse indépendante, rattachée au CLERSE (Centre Lillois d'Études et de Recherches en Sociologie et en Économie – UMR 8019) en tant que chercheuse associée.

Depuis 2010, elle a dirigé de nombreuses études et évaluations d'impacts sociaux, en France et à l'étranger, pour lesquelles elle a mis en place le protocole d'enquête, recruté, formé et dirigé l'équipe de sociologues- enquêteurs et coordonné l'analyse de données.

Antoine Talva, chargé d'étude, sociologue

Récemment diplômé d'un master de Sociologie de l'environnement, Antoine Talva est employé à Sociotopie comme sociologue-enquêteur polyvalent, spécialisé sur les questions environnementales et de vulnérabilité. Il dispose d'une bonne connaissance des enjeux rattachés au développement durable et au volontariat international, notamment après avoir mené différentes missions et recherches sur ces thématiques.

Mamy Rakotoarimanana, docteure et consultante à Madagascar

Docteur Rakotoarimanana Mamy Tiana a travaillé pour les communautés malgaches depuis près de 20 ans. Particulièrement engagée dans des projets de réduction des inégalités sociales et de genre, elle est sensible à la problématique de l'enfance, de la jeunesse et plus largement aux groupes vulnérables. De ce fait, elle intervient dans les domaines de la recherche, de la planification-gestion- suivi-évaluation, dans le renforcement des capacités, dans le développement de la participation communautaire et dans la promotion de la recevabilité sociale. Elle est intervenue principalement lors de la phase 2 de cette enquête.



CONTEXTE DE l'étude et profil de l'enquête

P.21 Retour sur les différentes évolutions de l'étude

P.29 Deuxième phase d'enquête

**P.22 Première phase d'enquête :
Passation du questionnaire et
caractéristiques des répondants**



Retour sur les différentes évolutions de l'étude

La première phase d'étude a vu son agenda bousculé par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19 qui a entraîné la mise en place de mesures de confinement sans précédent dans la majeure partie des pays du monde.

C'est pourquoi le présent travail d'analyse sociologique, qui s'inscrit dans la continuité des différentes étapes que nous avons présentées précédemment, a également connu de nombreux changements, d'ordres pratique et méthodologique, qu'il convient ici de souligner. Initialement prévue en avril 2020 à Madagascar, la phase d'étude de terrain a dû être reportée une première fois pour les raisons susmentionnées. Il a donc ensuite été envisagé de la réaliser au mois de septembre 2020, dans le cas où les conditions sanitaires le permettraient.

Cependant à cette date, de nombreux volontaires – cibles prioritaires de cette enquête – avaient dû rentrer en France, et les frontières malgaches restaient fermées ou soumises à une « *quatorzaine* »

pour les ressortissants étrangers. Aussi, Sociotopie, en accord avec France Volontaires, a fait le choix de réaliser plusieurs terrains en France auprès de volontaires récemment rentrés de mission, afin de prioriser des entretiens sociologiques en face-à-face. Finalement, une deuxième phase de confinement a de nouveau perturbé le déroulement de ce travail d'enquête, c'est pourquoi la majeure partie des entretiens réalisés l'ont été en visioconférence – ce qui n'aura pas manqué d'impacter la qualité des entretiens réalisés, notamment par manque de spontanéité dans l'échange.

Seule une volontaire aura finalement pu être rencontrée de visu, ainsi que les différents acteurs basés à Madagascar qui se sont entretenus avec notre partenaire Mamy Tiana Rakotoarimanana, elle-même résidente à Madagascar.

Tous ces éléments ont indéniablement perturbé notre travail, en modifiant notre méthodologie d'enquête. En effet, il était initialement prévu un terrain coordonné, avec notamment un atelier de co-construction réalisé avec l'ensemble des personnes interrogées (responsables de structures et volontaires) – ce qui nous aurait permis de produire des recommandations à l'attention du Groupe de Travail.

Cette étape n'ayant pu être réalisée, notre étude s'est donc principalement concentrée sur le prolongement des éléments et pistes issus de l'analyse du questionnaire.



Première phase d'enquête : Passation du questionnaire et caractéristiques des répondants¹⁸

Retour sur la crise sanitaire mondiale et ses effets sur le déroulement de l'enquête

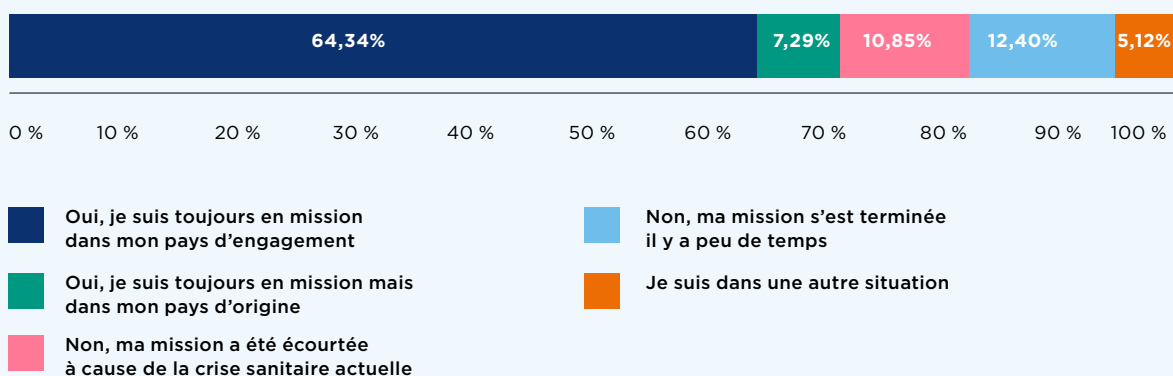
La passation de questionnaire devait initialement débuter en mars 2020 - afin de permettre d'enclencher la phase d'enquête de terrain à Madagascar en avril 2020. Ce premier agenda s'est retrouvé bousculé par la crise sanitaire de la Covid-19 qui a entraîné, sur recommandation de l'OMS, la mise en place de mesures de confinement sans précédent dans la majeure partie du monde. À ce titre, de nombreuses dispositions ont été mises en place afin de garantir la sécurité des ressortissants français à l'étranger, et notamment les volontaires - cibles de notre enquête. Ces dispositions n'auront pas manqué de perturber le déroulement de notre investigation, en termes d'agenda (décalé de quelques semaines,

afin de permettre aux organisations mobilisées d'effectuer le nécessaire auprès de leurs volontaires), mais également de priorisation dans la diffusion des informations (le choix a été fait de laisser, dans un premier temps, la priorité aux messages de prévention et d'information des gouvernements et ambassades).

C'est donc dans l'intérêt premier des volontaires qu'il a été décidé de reporter la passation du questionnaire, ceci afin d'éviter que l'enquête ne soit perçue comme déconnectée des enjeux de cette situation exceptionnelle, mais aussi afin de permettre une meilleure adhésion à l'intérêt de cette enquête. Aussi, après concertation avec les Espaces Volontariats (EV) de France Volontaires, il a été envisagé que le confinement soit un moment propice à la réflexion des volontaires, sur le sens de leur mission, son utilité ou encore son lien avec le développement durable.

Le questionnaire a initialement été pensé pour viser les volontaires en mission depuis « au moins six mois », mais a finalement été également diffusé aux volontaires ayant terminée leurs missions depuis moins de 3 mois. En effet, la crise sanitaire a engendré de nombreuses modifications dans l'implication des volontaires (rapatriements, exercice de la mission poursuivie dans le pays d'origine, confinement, etc.).

FIGURE 1 : STATUT DE LA MISSION DES RÉPONDANTS



¹⁸ Cette sous-partie est issue du rapport intermédiaire analysant les principaux résultats de la première phase d'enquête par questionnaire, présenté au GT à l'été 2020.

C'est pourquoi seulement 64,34 % des répondants étaient toujours en mission dans leur pays d'accueil, les autres terminant leurs missions en France ou ayant dû y mettre fin au moment où a été déployé ce questionnaire.

Passation du questionnaire et enjeux de représentativité des VIES

Il est difficile de réaliser un état des lieux précis de la mobilité internationale - notamment car la majeure partie des engagements volontaires sont réalisés en dehors des dispositifs soutenus par l'État et sont donc moins « visibles »¹⁹.

Cela est d'autant plus complexe que le terme de « volontaire » regroupe désormais également en son sein les bénévoles à l'international depuis 2009²⁰, selon la nouvelle définition du VIES et à ce jour, il n'existe pas de collecte d'informations harmonisée regroupant toutes les formes de volontariat.

De plus, la plateforme France Volontaires ne dispose pas de données consolidées sur d'autres volontaires que celles et ceux qu'elle mobilise. Pour ces raisons, il a été choisi de solliciter le Fond de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (FONJEP)²¹, qui lui, dispose d'une base de données²² regroupant toutes les informations des Volontaires de Solidarité Internationale (VSI), afin qu'il contacte les organismes agréés qui portent ces volontaires durant leur mission et engage ainsi la diffusion.

Ensuite, France Volontaires a fait parvenir le questionnaire à ses propres volontaires, puis a contacté toutes ses organisations membres, pour qu'elles soient les relais de cette enquête.

64 %

des répondants sont toujours dans leur pays d'engagement

Enfin, ce sont les EV de France Volontaires qui ont été sollicités début mai afin de terminer le processus de passation - les EV disposent de bases de données importantes sur les volontaires en mission, notamment hors-dispositifs, ces « invisibles » - ce qui explique la présence de quelques volontaires hors VSI et Service Civique, notamment des 67 personnes « hors-dispositifs » atteintes.

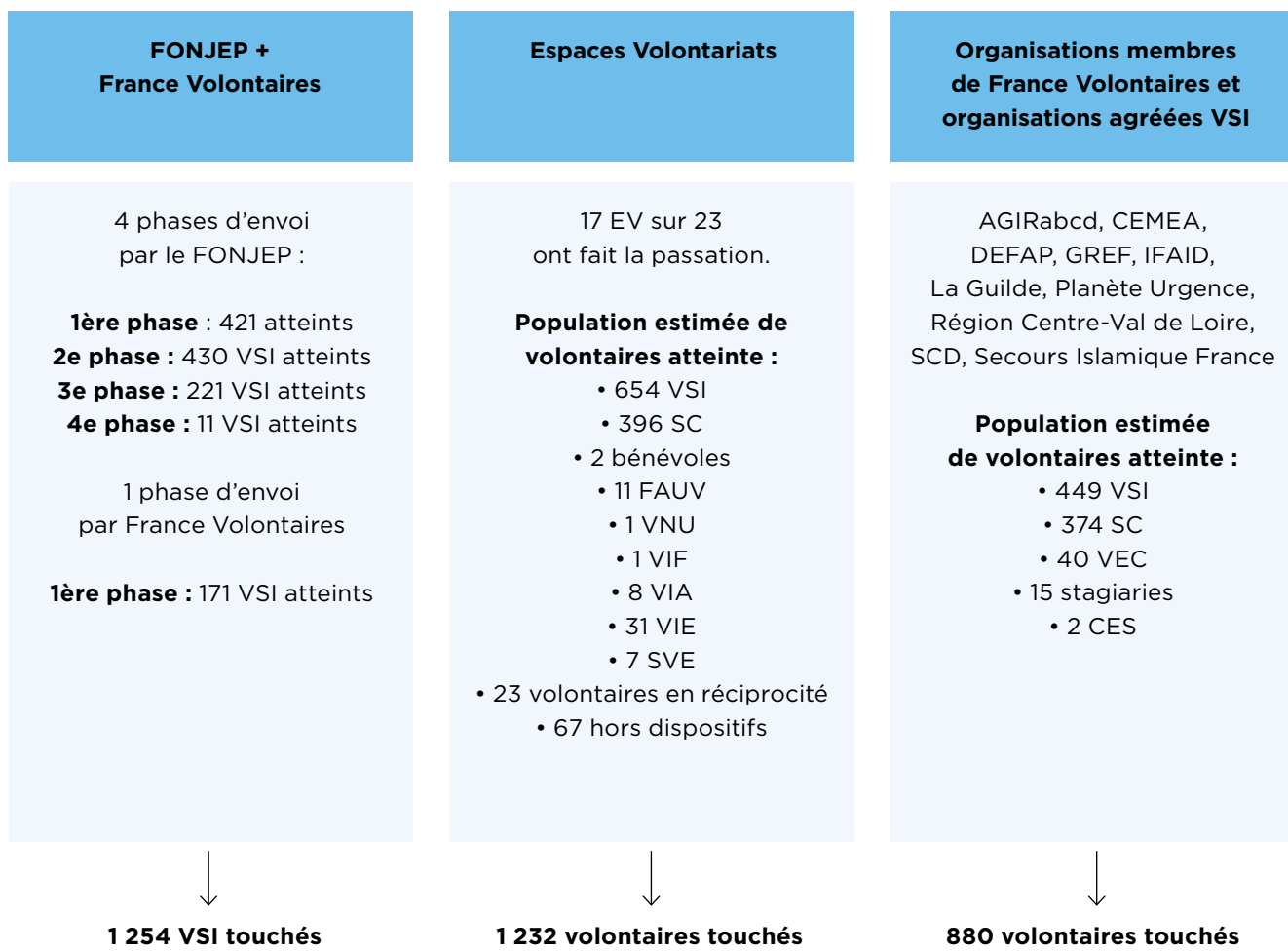
¹⁹ Les engagements en dehors des dispositifs ne font pas l'objet d'une quantification systématique, de par leur nature. Néanmoins, le réseau des Espaces Volontariats rend compte d'un grand nombre d'engagements, parfois supérieurs aux dispositifs soutenus par l'État, et qui apparaissent certainement sous-estimés.

²⁰ En effet, en 2009, France Volontaires est créé autour d'une mission d'intérêt général : le développement qualitatif et quantitatif des « engagements volontaires et solidaires à l'international », notamment motivé par l'affaire de l'Arche de Zoé et l'enjeu de la promotion d'un engagement international de qualité. Jusqu'ici, « seuls les dispositifs publics de volontariat étaient comptabilisés » par les acteurs du volontariat, et le mandat de la plateforme est ainsi étendu aux engagements bénévoles à l'international via une définition renouvelée des engagements volontaires et solidaires à l'international, et élaborée par l'ensemble des acteurs de la nouvelle plateforme. Voir Leroux Céline, « Observer les dynamiques d'engagements volontaires à l'international: défis et enjeux », Cahiers de l'action, 2015/3 (N° 46), p. 17-23. DOI: 10.3917/cact.046.0017. URL: <https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2015-3-page-17.htm>

²¹ Le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) est un organisme cogéré par l'État, les collectivités et les associations créé en 1964. Véritable pôle de ressources, il a pour mission de renforcer le développement des projets associatifs de jeunesse et d'éducation populaire. Il s'occupe également de la gestion administrative de tous les Volontariats de Solidarité Internationale.

²² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Brochure statistiques relatives aux différentes formes de Volontariats internationaux*, 2018. https://www.france-volontaires.org/app/uploads/2020/03/2020_02_brochure_statistiques_volontariats_meae.pdf

3 CANAUX DE PASSATION



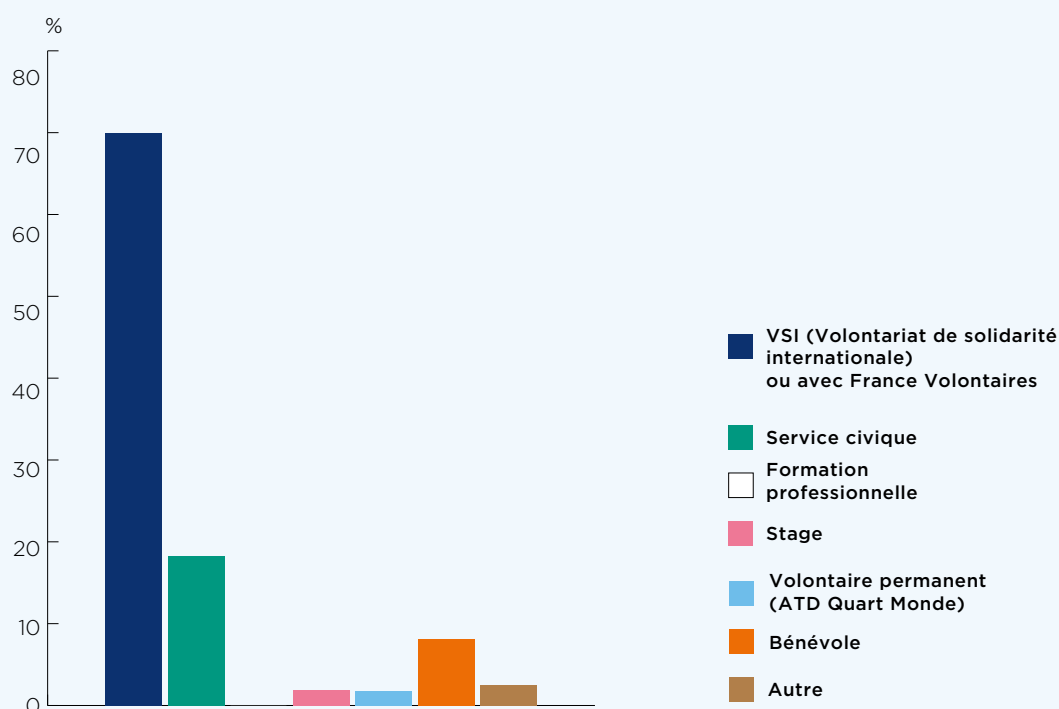
Sur les 1254 VSI concernés par l'enquête d'après la base de données du Fonjep et de France Volontaires - 1224 ont reçu le questionnaire, soit 97,61 %, ce qui donne un résultat presque entier et très satisfaisant. Notons toutefois que le cumul de population des trois canaux ne correspond pas au total de la population atteinte, étant donné qu'une partie des volontaires aura été sollicitée plusieurs fois, via les divers canaux employés.

Caractéristiques générales de l'enquête et comparaison au regard de la population des VSI

Au total, ce sont 649 volontaires qui ont répondu au questionnaire, et 69 % d'entre eux qui sont allés

jusqu'au bout, soit 447 réponses finalisées. Il est important de noter que 18 des répondants totaux réalisent ou ont réalisé leurs missions en France - caractéristique qui ne rentre pas dans le champ de notre étude ; toutefois, leur présence n'ayant aucun impact significatif sur les résultats, nous avons pris parti de ne pas les enlever de nos calculs et du total. Afin de nous assurer de la représentativité de l'échantillon des volontaires touchés par le questionnaire, nous avons souhaité comparer la population des répondants avec une population du volontariat international plus générale.

FIGURE 3 : TYPE D'ENGAGEMENT DES RÉPONDANTS



Pour ce faire, nous avons pris le parti d'appuyer cette comparaison sur la base de données anonymisée du FONJEP et de France Volontaires datant de 2018, et plus spécifiquement la population des VSI qui représente plus de 70 % de la population totale enquêtée (voir figure 3).

Ce chiffre important, lié directement à la méthode et aux canaux de passation utilisés (voir figure 2), nous semble être la meilleure base de comparaison pour s'assurer de la représentativité de l'échantillon – d'autant que les ressources statistiques relatives aux autres formes de volontariat sont difficiles d'accès, pour les raisons évoquées précédemment.

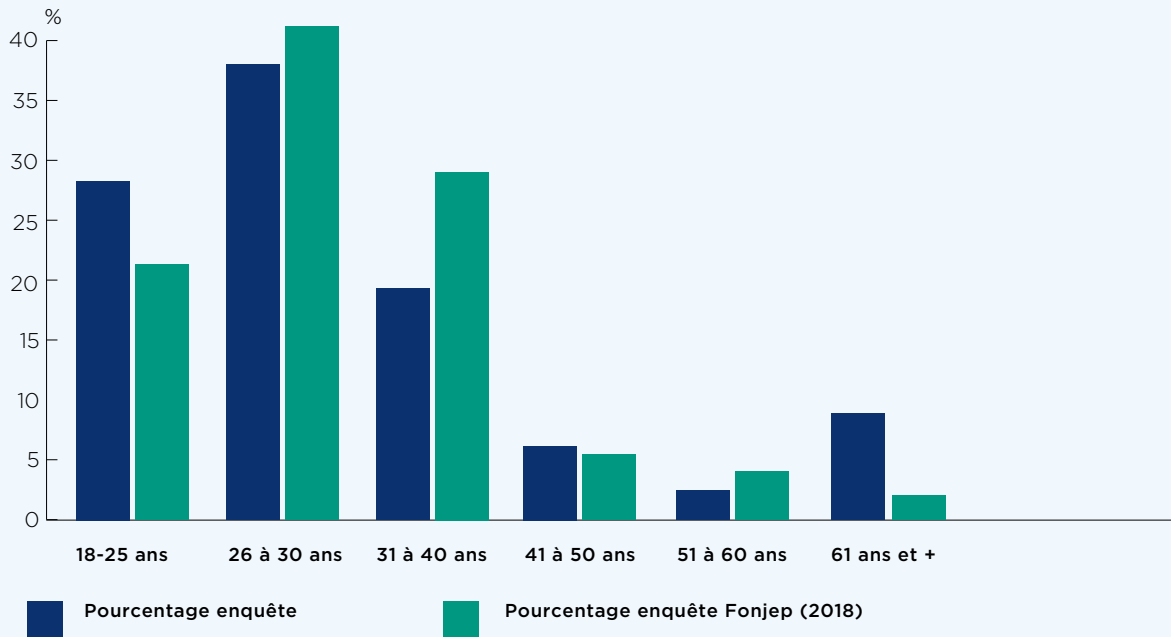
La population des VSI représente plus de

70 %

de la population totale enquêtée

Nous avons conscience que cela peut parfois entraîner une légère sur-représentation de certaines catégories exposées ci-dessous, notamment en termes d'âge, de genre ou encore de pays de déploiement – c'est pourquoi nous nous attacherons à signaler les différences que cette orientation méthodologique peut produire.

FIGURE 4 : CLASSES D'ÂGES COMPARÉES - BDD FONJEP & RÉPONDANTS ENQUÊTE

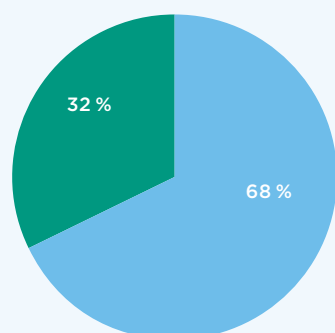


En terme de classe d'âge, nous pouvons observer que les tendances sont sensiblement les mêmes. Les différences observables concernant les plus jeunes (« 18 à 25 ans ») et les plus âgés (« 61 ans et plus ») peuvent s'expliquer par le fait que nous n'avons pas intégré les données relatives au Service Civique - qui concentre une population âgée entre

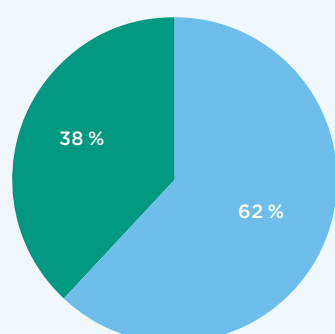
18 et 25 ans - ni les données relatives au volontariat et au bénévolat senior (Volontariat d'Échange et de Compétence - VEC) - qui concerne les personnes en activité ou à la retraite.

FIGURE 5 :
COMPARAISON RÉPARTITION PAR GENRE
RÉPONDANTS / BDD FONJEP

Selon Répondants Questionnaire

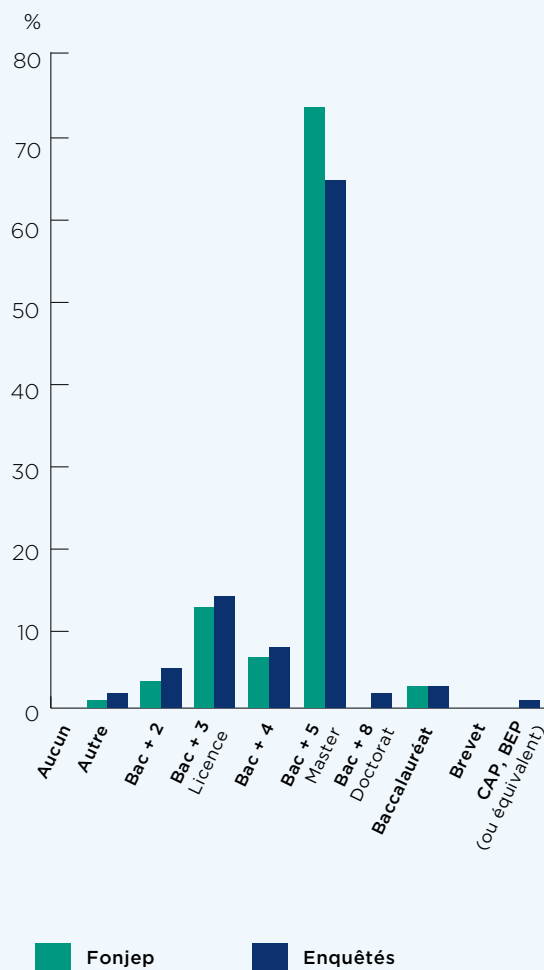


VSI base de données FONJEP



■ Homme ■ Femme

FIGURE 6 :
COMPARAISON DU NIVEAU DE DIPLÔME
RÉPONDANTS / BDD FONJEP



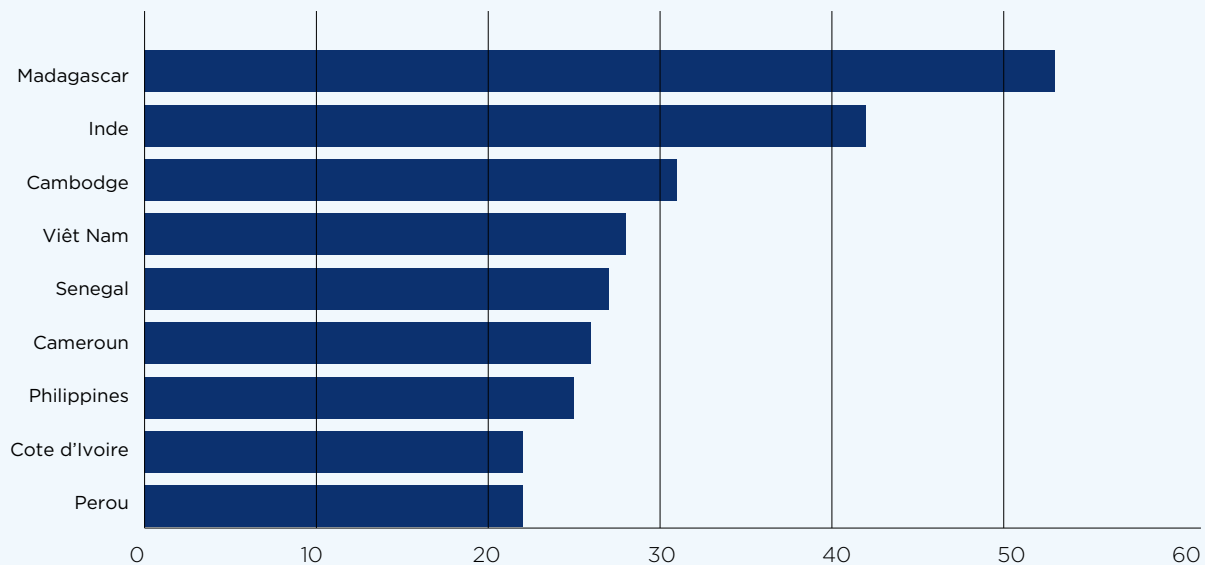
La répartition de la population par le genre nous offre également une belle similarité. La proportion sensiblement plus légère d'hommes dans les statistiques issus de la base de données du FONJEP nous laisse à penser que ces derniers sont moins représentés dans les autres formes de volontariat concernées par l'enquête, que dans les VSI, même si cela n'est pas forcément le cas pour toutes : en 2017, il y avait par exemple presque autant d'hommes que de femmes pour les volontariats d'échange et de compétence (VEC)²³.

Le graphique montre une forte similarité en termes de niveau de diplôme, démontrant ainsi que celui des répondants correspond bien à celui de la base de données du Fonjep. Il est à noter qu'une petite proportion des répondants est moins diplômée, ceci étant lié à la présence de volontaires en service civique - qui du fait de leur plus jeune âge (18-25 ans), ont un niveau d'étude moins important.

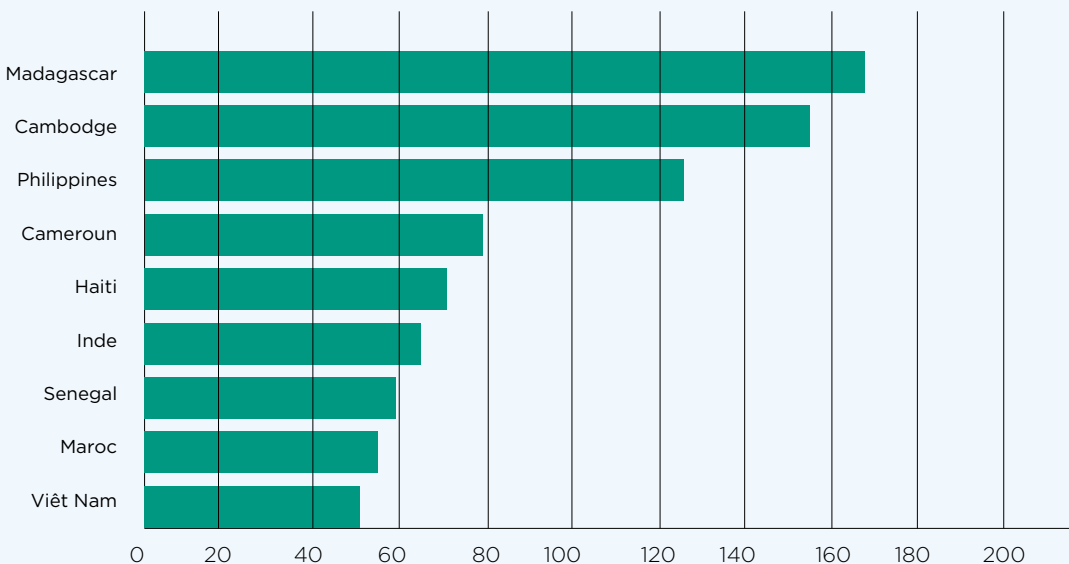
²³ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, statistiques 2017. Les volontariats d'échange et de compétence (VEC) caractérisent les bénévoles seniors, mobilisés par les associations GREF (Groupement des Educateurs Sans Frontières) et AGIRabcd (Association de retraités bénévoles, actifs et solidaires).

FIGURE 7 : RÉPARTITION DES VOLONTAIRES PAR PAYS

Principaux pays des répondants (enquête FV)



Principaux pays selon BDD Fonjep 2018



Enfin, concernant la répartition par pays, nous constatons de la même façon une tendance similaire aux statistiques du FONJEP, avec la présence de nombreux pays en commun. Les différences statistiques s'expliquent par le fait que l'effectif qui concerne les répondants au questionnaire est d'au moins un tiers réduit par rapport à la base de données du Fonjep. Aussi, nous pouvons noter l'absence d'Haïti dans la répartition selon les répondants – celle-ci peut s'expliquer par un contexte sanitaire et sécuritaire complexe, empêchant l'exercice de missions des volontaires, comme certains le relève dans leurs commentaires : « *Mission écourtée en raison des difficultés du pays depuis fin 2018 (Haïti)* » (Q.6, répondant n°553, 11/05/2020).



Deuxième phase d'enquête

Recrutement des enquêtés

Pour constituer le groupe de personnes interrogées pour la seconde phase de l'enquête, nous nous sommes donc appuyés sur les recommandations de France Volontaires et des acteurs impliqués dans la gestion de l'étude, mais aussi et surtout, sur les différentes listes de contacts qui nous ont été communiquées par ces mêmes acteurs. Nous avons également dû conjuguer l'organisation de ce terrain d'enquête avec les conditions sanitaires que nous avons évoquées précédemment. La rencontre avec les volontaires a de ce fait été rendue bien plus difficile qu'initialement prévu (directement sur le terrain), ce qui a allongé considérablement le temps de recrutement des personnes enquêtées. Nous avons effectué un travail de mise en relation personnelle par mail et/ou téléphone avec un total de 32 personnes, qui ont été contactées afin de réaliser un entretien sociologique ; 16 ont finalement pu être effectivement rencontrées ; et qui correspond au périmètre de l'enquête :

- Volontaires de retour de mission à Madagascar concernant l'ODD 4 - « Accès à une éducation de qualité »
- Volontaires encore en mission à Madagascar concernant l'ODD 4 - « Accès à une éducation de qualité »
- Acteurs en « structures d'accueil de volontaires »
- Acteurs en « structures d'envoi de volontaires »

Ainsi, la constitution du groupe de personnes interrogées s'est faite progressivement, avec les retours de contacts, en veillant à interroger des acteurs aux profils différents (volontaires, acteurs en structure d'envoi de volontaires, acteurs en structure d'accueil de volontaires...), travaillant ou ayant travaillé dans différentes régions et zones de Madagascar (au Nord, au Sud, au Centre...), aux lieux de vie variés (en « ville », dans le « rural », sur la côte...) et pour les volontaires, ayant réalisé des missions de volontariat plus ou moins longues (moins d'une année, 2 ans, plus de deux ans...).

Notre échantillon de volontaires est composé essentiellement de Volontaires de Solidarité Internationale (VSI), aussi, il n'a pas vocation à être strictement représentatif de la population du volontariat international d'échange et de solidarité français (qui compte des milliers d'individus, ainsi qu'une myriade de statuts, de dispositifs et de modes d'engagement différents), pour une raison principale.

Notre travail de recrutement étant essentiellement basé sur les listes communiquées par les partenaires de l'étude, nous n'avons pu atteindre que les contacts qui nous ont été transmis – or, il s'agissait essentiellement de VSI (d'où l'absence de volontaires en Service Civique ou Volontariat d'Échange et de Compétences). Cela s'explique par le fait que les acteurs du VSI étaient davantage représentés dans le cadre du GT, que les acteurs du Service civique et du Volontariat d'Échange et de Compétences.

C'est pourquoi, afin de présenter un meilleur gage de diversité des profils interrogés, nous avons pris soin d'inclure dans l'étude des acteurs en structures qui concernent ces différentes formes de volontariat. En cela, nous avons essayé au maximum de diversifier le panel de personnes interrogées au regard de la population majoritairement ciblée

par le questionnaire, que sont les VSI ainsi que les volontaires engagés en service civique à l'international.

Méthodologie et caractéristiques générales des enquêtés

Notre méthodologie était donc mixte, composée d'entretiens semi-directifs en face-à-face, d'entretiens courts semi-directifs par téléphone et d'entretiens semi-directifs en visioconférence. Nous avons réalisé 16 entretiens qualitatifs (5 entretiens approfondis en face-à-face, 2 entretiens par

téléphone et 9 entretiens approfondis en visioconférence).

L'échantillon correspondant à une population relativement restreinte, il n'est pas apparu pertinent de représenter les principales caractéristiques sous formes de graphiques tels qu'ils étaient présentés dans le rapport sur la première phase d'étude (qui comptait 447 réponses au total). Aussi, nous avons fait le choix de les représenter sous forme de tableaux (ci-dessous) reprenant les principales caractéristiques permettant ainsi de lier les extraits d'entretiens utilisés dans l'analyse à un profil spécifique :

TABLEAU N°1 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES VOLONTAIRES

Entretiens volontaires	Genre	Classe d'âge	Fonction	Domaine d'activités et statut	Durée de mission et statut	Type de lieu
N°1 Entretien face-à-face	Femme	31 à 40 ans	Coordonnatrice (C)	Éducation animation formation	Plus de 24 mois VSI	Ville
N°2 Entretien en visio	Femme	31 à 40 ans	Administratrice (A)	Éducation animation formation	De 18 à 24 mois VSI	Rural
N°3 Entretien en visio	Femme	18 à 25 ans	Enseignante - formatrice (EF)	Éducation animation formation	Moins de 12 mois VSI	Ville
N°4 Entretien en visio	Homme	51 à 60 ans	Administrateur (A)	Éducation animation formation	Plus de 24 mois VSI	Ville
N°5 Entretien en visio	Femme	31 à 40 ans	Coordonnatrice (C)	Éducation animation formation	Plus de 24 mois VSI	Rural
N°6 Entretien en visio	Femme	26 à 30 ans	Chargée de mission (CdM)	Éducation animation formation	Plus de 24 mois VSI	Ville
N°7 Entretien en visio	Femme	18 à 25 ans	Chargée de mission (CdM)	Éducation animation formation	De 12 à 17 mois VSI	Ville
N°8 Entretien en visio	Femme	31 à 40 ans	Enseignante - formatrice (EF)	Éducation animation formation	De 18 à 24 mois VSI	Ville
N°9 Entretien en visio	Femme	26 à 30 ans	Chargée de mission (CdM)	Éducation animation formation	De 12 à 17 mois VSI	Ville

TABLEAU N°2 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES ACTEURS EN STRUCTURES

Entretiens structures	Type de structure	Fonction	Domaine d'activités et statut	Localisation
A Entretien en visio	ONG	Président	Éducation - animation - formation VSI - SC	France
B Entretien téléphonique	ONG	Responsable de zone géographique	Éducation - animation - formation VEC	France
C Entretien téléphonique	ONG	Responsable de zone géographique	Éducation - animation - formation VEC	France
D Entretien face-à-face	ONG	Directeur délégué	Éducation - animation - formation VSI - SC	Madagascar
E Entretien face-à-face	Association	Représentante du pays	Éducation - animation - formation VSI	Madagascar
F Entretien face-à-face	ONG	Directrice adjointe	Éducation - animation - formation VSI	Madagascar
G Entretien face-à-face	Université	Responsables des relations internationales et du partenariat	Éducation - animation - formation VSI	Madagascar

Plan de développement du rapport

Le cadre théorique et méthodologique étant posé, il convient d'introduire le plan de ce rapport final, qui se propose de revenir sur les principales pistes issues de l'analyse du questionnaire que nous avons brièvement introduit ci-dessus.

Il s'agira tout d'abord de revenir sur le phénomène de méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030 par les volontaires, afin d'envisager des pistes de recommandations pour favoriser son appropriation.

Nous verrons ensuite de quelle manière les structures d'accueil déterminent leurs objectifs « internes », dans l'optique de montrer qu'ils sont toujours intrinsèquement liés à l'Agenda 2030. Puis, nous nous attarderons sur la richesse du travail réalisé par les volontaires dans leur mission en nous appuyant sur une étude de cas.

Ceci pourra permettre la mise en lumière des limites de l'indicateur développé par France Volontaires et le Groupe de Travail²⁴. Après quoi, nous reviendrons sur le rôle important de tous les acteurs qui gravitent dans l'écosystème du volontariat, qui permettent grandement la réalisation des missions des volontaires, ainsi que la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Enfin, nous terminerons par exposer les principaux points qui, à notre sens, mettent le plus en valeur la contribution des volontaires à l'ODD 4, ainsi que « l'utilité sociale » générale du volontariat international d'échange et de solidarité à l'aune de l'Agenda 2030.

²⁴Cf. « Contexte, développement et rappel des objectifs de l'étude qualitative », pp 17-18.



RAPPORT D'ANALYSE

Comment le volontariat international d'échange et de solidarité contribue à l'Agenda 2030 ?

P.33 De la méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030

P.40 La contribution protéiforme des volontaires

P.36 Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires

P.43 De la richesse et de la force du réseau d'acteurs du volontariat



De la méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030

Retour sur la première phase d'étude

Les résultats issus de la première phase d'enquête réalisée nous apprenaient que 57,98 % des volontaires interrogés déclaraient ne pas connaître « du tout » le cadre international de l'Agenda 2030 (Voir figure 8 ci-dessous).

Pourtant, après s'être renseignés sur l'Agenda 2030 (grâce à un lien placé dans le questionnaire), ils étaient alors près de 90 % à considérer qu'ils l'utilisaient dans leur mission (voir figure 9 ci-dessous), ce qui révélait l'existence d'adéquation entre connaissance formelle de ce cadre et usage informel (en tant qu'ils y participent, sans même le savoir).

FIGURE 8 :
CONNAISSANCE DE L'AGENDA 2030 - GÉNÉRAL
(issue de l'analyse du questionnaire préalable)

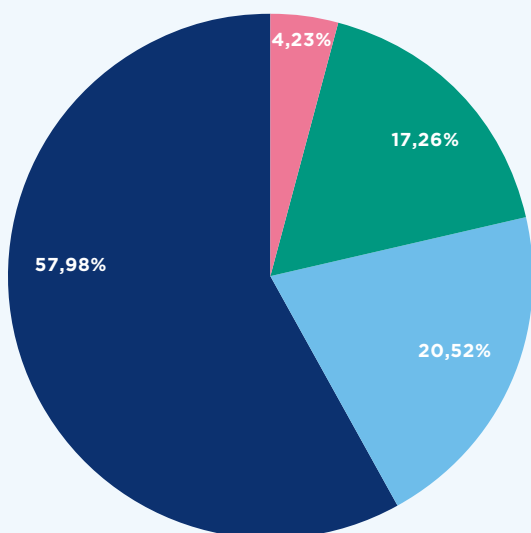
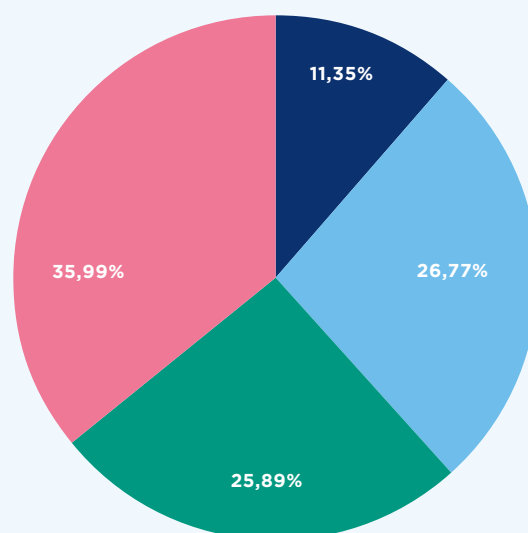


FIGURE 9 :
CONNAISSANCE DE L'AGENDA 2030
- après renseignements



Dans ce sens, nous avons cherché à expliquer la différence de connaissance formelle de l'Agenda 2030 et des ODD et avons alors émis deux hypothèses principales. La première concerne le fait que la taille de la structure, notamment en termes de salariés, soit en partie responsable de l'appropriation et de la diffusion de ce cadre par les volontaires. Deuxièmement, le fait que les formations reçues en amont et pendant le volontariat jouent un rôle prépondérant dans l'appropriation des Objectifs de développement durable.

Des différences dans la connaissance de l'Agenda 2030

Cette phase d'étude qualitative nous permet de compléter et prolonger ces résultats concernant le manque de connaissance de l'Agenda 2030, et ce en apportant divers éléments explicatifs et analytiques identifiés au travers des entretiens réalisés avec des acteurs et volontaires.

Tout d'abord, il semble que la communication à son propos soit relativement récente, comme nous en informe cette volontaire, « *au moment où*

L'appropriation de ce cadre international et des objectifs qui y sont rattachés est plutôt liée aux études ou connaissances préalables des volontaires, plutôt qu'à une communication interne au cadre du volontariat

je suis partie on n'en parlait pas encore » (Entretien n°1, C) – revenue depuis quelques mois au moment de l'enquête, elle en avait alors entendu parler durant sa mission, celle-ci ayant débutée en 2017.

Nous constatons également qu'il y a une différence d'appropriation selon les missions que réalisent les volontaires. Pour celles et ceux qui participent directement aux actions de formation – en tant que professeur par exemple – il semble qu'il y ait peu, voire pas de formation à l'Agenda 2030 et à ses objectifs.

En effet, les deux volontaires dont les missions étaient concentrées sur des actions d'éducation et formation directe ne se considèrent pas, comme

nous explique l'une d'elles « *bien placée pour en parler [de l'Agenda 2030] » (Entretien n°8, EF).*

Tandis que celles et ceux pour qui les missions sont plutôt liées à des actions d'organisation, de gestion ou encore de coordination, le connaissent globalement mieux – ceci étant lié notamment au fait qu'ils et elles sont amenés à travailler plus fréquemment avec des partenaires institutionnels qui mobilisent ce cadre, et participent ainsi de manière informelle à sa diffusion par les volontaires.

De manière générale, il semble que l'appropriation de ce cadre international et des objectifs qui y sont rattachés soit plutôt liée aux études ou connaissances préalables des volontaires, plutôt qu'à une communication interne au cadre du volontariat, « *moi j'en ai entendu parler en cours [les ODD] parce que ce sont des choses que j'ai étudiées, mais j'en ai pas forcément entendu parler dans le cadre de ma mission, c'est pas un truc sur lequel j'ai été informée » (Entretien n°7, CdM).*

De la nécessité de former autrement à l'Agenda 2030

Cette méconnaissance relativement importante de la part des volontaires révèle qu'il y a bel et bien un réel manque de formation, ressenti comme tel par les volontaires interrogés, aux enjeux des Objectifs de développement durable dans la préparation aux missions de terrain, « *Il y avait 5 jours sur l'interculturalité, la sécurité en mission, atelier de développement personnel, mais je ne me souviens pas avoir parlé de ça [l'Agenda 2030] » (Entretien n°6, CdM) – point d'attention important donc, même si cela n'est évidemment pas d'égale mesure pour l'ensemble des organisations d'envoi de volontaires.*

De la même manière, les volontaires interrogés constatent un manque d'information et de communication de la part des structures d'accueil (ONG, Associations...), qui pour une partie d'entre elles, a minima celles que nous avons pu interroger, n'ont « *aucune idée » (Entretien D, Directeur délégué) sur l'existence de formations à l'Agenda 2030 avant le départ des volontaires.*

Finalement, les seules réelles fois où les ODD sont clairement évoqués, c'est lorsque les volontaires répondent à des appels d'offres ou bien rédigent des rapports de fin de mission à l'attention de bailleurs internationaux (AFD, PNUD, UE, etc.). Ces derniers imposant notamment des cahiers des charges conditionnant une problématique soulevée par au minimum trois ODD, ces derniers sont donc en général « découverts » durant la mission et de manière informelle, « on parlait beaucoup des ODD dans les rapports que l'on écrivait pour les bailleurs, mais on ne peut pas dire qu'on fait nos actions en fonction de ça parce qu'on le faisait avant, mais en tout cas on y participe... » (Entretien n°6, CdM).

Il semble que plus une ONG est importante (en termes de salariés par exemple), plus ses demandes de subventions le sont également – ce qui amène irrémédiablement à travailler avec des bailleurs.

De fait, ce type d'ONG est donc amené à mobiliser plus régulièrement les ODD de manière informelle, et participe donc à leur meilleure connaissance par ses volontaires.

En somme, cet élément vient confirmer l'hypothèse selon laquelle, plus une structure est importante, plus la connaissance des ODD l'est aussi.

De l'Agenda 2030 à la réalité de terrain : un besoin de contexte

Quoi qu'il en soit, même lorsque la logique de ce cadre commence à être intégrée – après études, des formations ou bien des relations partenariales – il y a, semble-t-il, toujours un problème d'adéquation avec le terrain qui paraît déconnecté, « on cherche tout le temps comment se positionner, comment orienter notre action, c'est pour ça que les ODD ça paraît très très loin. Pour cette raison, ça ne m'a pas frôlé l'esprit une seule seconde quand j'étais sur le terrain [les ODD] ». (Entretien n°2, A).

Le contexte est très difficile à Madagascar – de plus il varie selon la région dans laquelle on se trouve, il y a une très nette différence culturelle qui oblige les volontaires à se remettre en question en permanence, à adapter leurs pratiques, à faire évoluer leurs conceptions de l'aide et du développement.

Dans ce sens, il n'est pas aisé d'intégrer l'Agenda 2030 à ses pratiques au-delà d'une pure évaluation (liée aux bailleurs), « on sait qu'il faut réduire la pauvreté, mais alors comment on fait ? (...) C'est dur d'avoir un impact sur des choses abstraites. On trouve des stratégies pour mettre des chiffres pour les bailleurs mais c'est quand même très difficile » (Entretien n°6, CdM). Avant même de pouvoir aborder la question des ODD, il y a donc un important travail à effectuer en termes d'adaptation, de compréhension et de re-contextualisation des cibles vis-à-vis des réalités du terrain et des populations locales auprès desquelles les volontaires interviennent.

L'essentielle formation à l'interculturalité

Les missions de terrain demandent une importante préparation culturelle, passant par un travail d'imprégnation sur du temps long, afin que les volontaires puissent réaliser au mieux leurs missions, et toujours en adéquation par rapport aux Objectifs de développement durable.

Toutes les personnes que nous avons pu interroger soulignent l'importance de ce point, « on a eu des professionnels, des universitaires qui sont venus faire la formation avec nous (...) on avait 15 jours, c'était vraiment complexe, c'était vraiment intéressant. C'était vraiment important » (Entretien n°8, EF).

Cela permet notamment de ne pas laisser de place au risque d'être dans la situation d'un « certain nombre de gens qui ont débarqué ici [à Madagascar] sans rien savoir et qui du coup ont commis un certain nombre d'impairs, et qui se sont retrouvés dans des situations compliquées » (Entretien n°7, CdM).

Si toutes ces mêmes personnes ont bien évoqué une formation à l'interculturalité en amont du volontariat, il semble que celle-ci ne soit pas suffisante pour une partie d'entre elles. Un travail d'adéquation parfaite avec la diversité des terrains, profils et missions des volontaires n'est pas rendu facile pour les organisations d'envoi.

Toutefois, c'est un point d'attention important car il est essentiel afin d'assurer la bonne réussite d'une expérience de volontariat et donc par intermédiaire,

de rendre possible une meilleure appropriation et mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Assurer une intégration culturelle plus optimale

À leur arrivée sur le terrain les volontaires expérimentent donc l'interculturalité, et pour une majorité d'entre eux, « *c'est un choc sur l'environnement culturel et économique* » (Entretien G, *Responsable relations internationales*). Il apparaît donc qu'il faut investir de manière plus importante sur ce plan afin de favoriser un meilleur ruissellement de l'énergie qu'ils mettent en œuvre.

Cela est d'autant plus important qu'une partie des volontaires ne partent que pour quelques mois ou une année seulement.

Pour des raisons d'intégration, que nous venons d'évoquer, mais également de confiance avec toutes les parties prenantes du volontariat, qui s'installe avec le temps et facilite grandement les choses, « *on a un projet sur lequel on a eu un turn-over, où sur 10 ans, on a eu aucun chef de projet qui est resté plus de deux ans. On a un centre de formation, en centre de projets volontaires, ça fait 6 ans qu'il est là, le même [chef de projet]. Et en fait c'est le jour et la nuit en termes de travail avec les équipes, en termes de management, en termes de qualité d'innovation, de résilience...* » (Entretien n°7, CdM).

Une préparation à l'interculturalité plus approfondie des volontaires leur permettrait d'être opérationnels et de franchir les obstacles « naturels » d'autant plus simplement – et donc de gagner en bien-être et en efficacité.

En effet, il leur semble toujours difficile de ne serait-ce que penser à l'Agenda 2030, tant le terrain semble déconnecté de ces objectifs – et ce malgré leur effective préparation en amont.



Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires

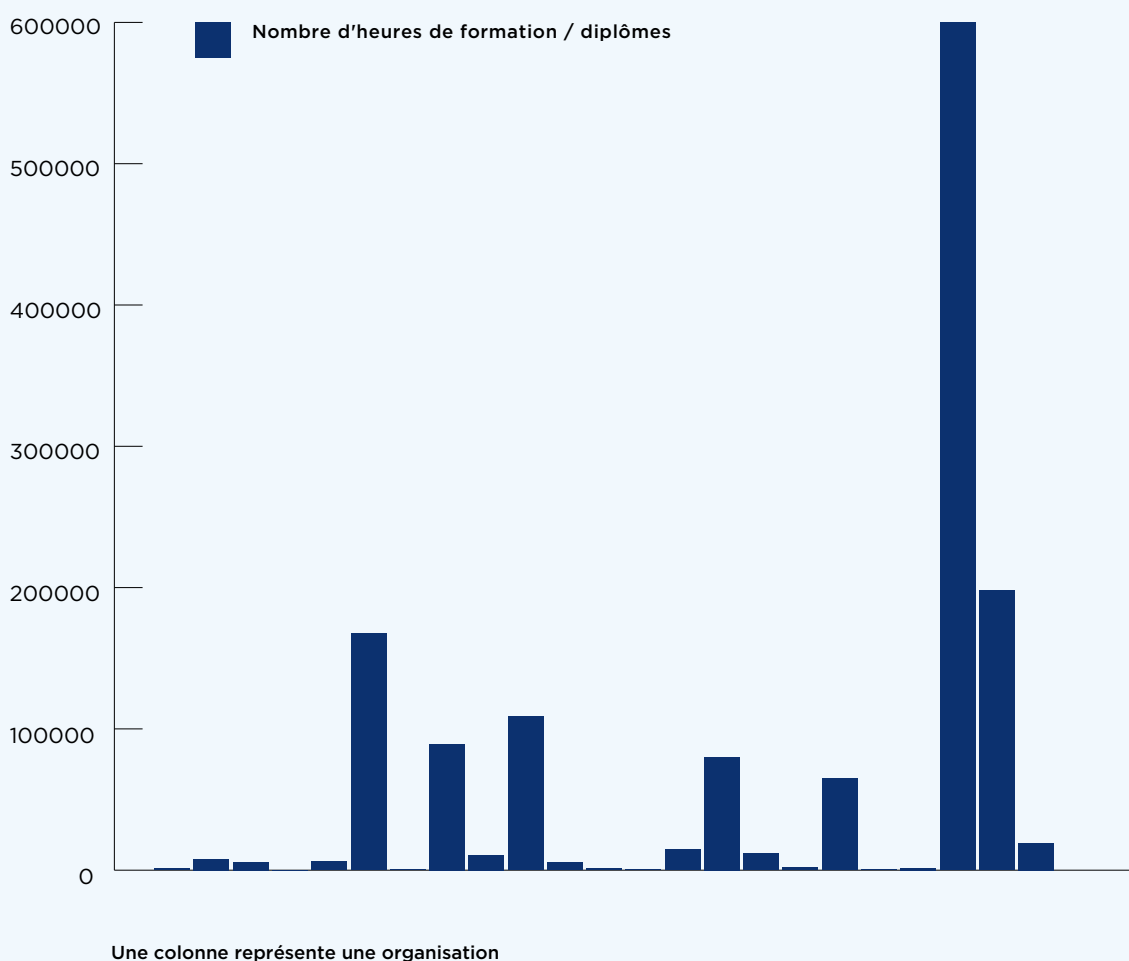
Retour sur la première phase d'étude

Dans la lignée de la méconnaissance formelle de l'Agenda 2030, le questionnaire – essentiellement à destination des volontaires – nous avait renseigné sur le fait que peu de structures d'accueil inscrivent leurs objectifs directement dans ce cadre international, mais se référaient plutôt à des cadres locaux, régionaux, voire nationaux. Dans ce sens, il nous semble intéressant de revenir sur ce point, afin de comprendre de quelle manière ces objectifs « internes » sont définis et de voir comment ils sont rattachés à l'Agenda 2030.

Aussi, l'évaluation en interne des volontaires nous questionnait afin d'illustrer leur contribution à l'Agenda 2030, l'indicateur développé par France Volontaires, le CoPil, ainsi que le GT que nous avons évoqué en introduction : « *Nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année* » ne s'était, à ce titre, pas révélé concluant.

En effet, la répartition des heures de formation était extrêmement variable, passant de dizaines à plusieurs millions d'heures selon la structure et/ou le volontaire (voir figure 4 ci-après). Ce résultat obtenu grâce au questionnaire pouvait permettre d'illustrer une partie de la contribution des volontaires à l'Agenda 2030, et plus particulièrement à l'ODD 4, mais l'écart observé dans les réponses rend l'analyse difficile. Il nous est apparu nécessaire de transcender cet indicateur, en cherchant notamment à comprendre comment les organisations de volontariat élaborent leurs objectifs, évaluent les missions de volontariat, et se saisissent de l'Agenda 2030.

FIGURE 10 : NOMBRE D'HEURES DE FORMATION SELON LA CERTIFICATION
(issue de l'analyse du questionnaire préalable)



Du manque d'informations sur l'Agenda 2030 par les structures d'accueil

Les différents entretiens réalisés avec des acteurs en structures d'accueil nous ont permis de mettre à jour une autre réalité que celle perçue par les volontaires quant à leurs objectifs concrets. S'il s'avère que certains d'entre eux, dont une responsable du partenariat d'une grande université malgache, n'ont « *jamais entendu parler de l'Agenda 2030* » (Entretien G, Responsable Partenariat), d'autres admettent que leurs organisations « *suivent la*

dynamique de Madagascar par rapport à l'Agenda 2030 » (Entretien E, Représentante Pays) - cet élément, encourageant d'une part, révèle deux points importants.

Premièrement, qu'il y a toujours un manque de connaissance quant à l'intérêt d'utiliser les ODD pour faire valoir le travail et les actions qui sont menées par les structures. À ce titre, la plateforme France Volontaires est reconnue comme un important levier de connaissance et de diffusion de ces idées par plusieurs acteurs (Entretiens G, n°1, n°5 et n°8),

cependant il semble important de prolonger le travail de plaidoyer et de communication, de façon à ce que tous les acteurs s'emparent de l'Agenda 2030 et ne le considèrent plus seulement comme un « *défi de France Volontaires International* » (Entretien G, Responsable Partenariat).

Dans un deuxième temps, cela marque à nouveau le manque de connaissance et d'information des volontaires qui, dans leurs réponses au questionnaire, ne savaient pas rattacher les objectifs pour lesquels ils concourent, à l'Agenda 2030, qui apparaît toujours comme étant « *très compliqué* » (Entretien n°2, A).

Des objectifs caractéristiques des structures d'accueil

Le problème majeur de l'Agenda 2030 pourrait donc résider dans le fait qu'il soit très large, trop large – même s'il l'est volontairement, pour fournir un cadre d'action global, une grille de lecture commune,

Les modes d'évaluation sont tous très différents, nous en comptons au moins autant qu'il y a de missions et de structures d'accueil aux objectifs singuliers

aux acteurs du développement durable.

Il semble toujours difficile de l'inscrire dans ses pratiques et de

rendre compte de sa contribution. Les objectifs des structures d'accueil sont plus généralement axés sur des cadres régionaux ou nationaux – comme par exemple à Madagascar, les Plans Régionaux de Développement, le Plan Sectoriel de l'Éducation²⁵ ou encore le Plan National de Développement²⁶ - qu'ils traduisent ensuite en « *fonction des besoins des territoires et des filières prioritaires* » (Entretien n°6, CdM)

Dans les faits, il y a donc un ordre de priorisation des objectifs de développement à une échelle plus locale, qui vient s'incorporer dans un ensemble plus large :

FIGURE 11 : EXEMPLE D'IMBRICATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT²⁷

Imbrication des Objectifs de Développement Durable : un exemple



²⁵ <https://globalpartnership.org/fr/content/plan-sectoriel-de-leducation-2018-22-madagascar>

²⁶ <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104827/download/>

²⁷ Infographie réalisée par nos soins, construite à partir du discours des volontaires et acteurs interviewés.

Cette infographie nous montre que « *les structures et les volontaires contribuent « forcément » à l'Agenda 2030* » (Entretien E, Représentante Pays).

Ce que nous souhaitons montrer par-là, c'est que le problème majeur pour les structures d'accueil réside dans le fait qu'elles ont une vision tronquée de leur apport global, n'ayant pas toujours conscience de participer à un cadre international comme celui de l'Agenda 2030, ce qui ne leur permet pas toujours d'objectiver leur concours essentiel aux Objectifs de développement durable (Entretien G, Responsable Partenariat).

De l'apport et de l'évaluation des volontaires

Les modes d'évaluation sont tous très différents, nous en comptons au moins autant qu'il y a de missions et de structures d'accueil aux objectifs singuliers.

Pour autant, il y a un consensus sur le fait que les volontaires sont considérés avant tout pour leur « *expertise professionnelle qui n'est pas toujours disponible au niveau local* » (Entretien E, Représentante Pays), ainsi que leurs « *atouts relationnels* » (Entretien D, Directeur Délégué).

C'est pourquoi ils sont généralement évalués sur des indicateurs qui concernent plutôt la pérennisation des projets, l'ouverture de nouveaux postes ou encore la création de partenariats, plutôt qu'à travers leur impact direct sur l'éducation et la formation.

Cela semble cohérent dans le sens où une large majorité d'entre eux œuvrant à l'ODD 4 - 75,24 % - travaillent « *plutôt en tant qu'appui aux activités de l'organisation en charge des formations* » (Questionnaire - 1^{ère} phase d'étude).

Même le reste des volontaires, non négligeables, qui interviennent « *plutôt directement sur les activités de formation ou d'enseignement* » (Ibid), jugent que leur impact réside plutôt sur les « *à-côtés* » que sur les actions de formation elles-mêmes :

« *L'intérêt principal, au-delà de mon action, c'est surtout ce que je faisais en dehors de la mission*

principale [donner des cours de français]... » (Entretien n°3, EF).

« *Je pense que la grosse plus-value de la mission elle est dans les relations humaines... Je ne peux pas vraiment dire que les formations que l'on faisait étaient vraiment utiles, le contexte malgache est tellement compliqué, on organise une formation et puis 6 mois après les profs ne sont plus en poste parce qu'ils ont trouvé un emploi ailleurs... Il y a un impact à très court terme, mais je ne suis pas sûre qu'il y ait un réel impact* » (Entretien n°6, CdM).

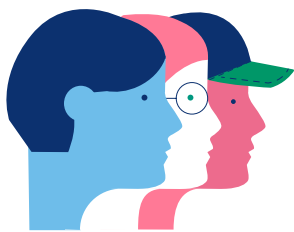
Le nécessaire décentrement de l'indicateur²⁸ pour évaluer la contribution du volontariat à l'Agenda 2030

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les actions de formation et d'éducation permises ou dispensées par les volontaires sont inutiles - elles sont évidemment essentielles, du plus jeune âge à la formation professionnelle - mais plutôt de questionner l'intérêt de prendre en compte ce seul indicateur afin de mesurer la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité à la mise en œuvre de l'ODD 4, ainsi qu'à l'Agenda 2030 de manière plus globale. Tout d'abord, les écarts très importants en termes d'heures mis en avant par l'analyse du questionnaire de la première phase d'étude nous invitent à creuser sur l'apport du volontariat au-delà du seul ODD 4.

Dans le même sens, l'apport que les volontaires perçoivent de l'exercice de leur mission semble se trouver en dehors du nombre d'heures de formation permises par leur mission. Enfin, leur plus-value mise en avant par les acteurs en structures d'accueil s'insère plutôt dans les champs du relationnel, de l'expertise de gestion et dans l'organisation.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire d'envisager leur contribution et utilité « sociale » de manière plus globale en nous intéressant, d'une part au croisement et aux interrelations des ODD dans leurs missions, et d'autre part à tout l'écosystème du volontariat avec lesquels ils participent à la mise en œuvre de l'ODD 4 et de l'Agenda 2030.

²⁸ Développé par France Volontaires et le GT et introduit précédemment. Cf. « Contexte, développement et rappel des objectifs de l'étude qualitative », pp 17-18.



La contribution protéiforme des volontaires

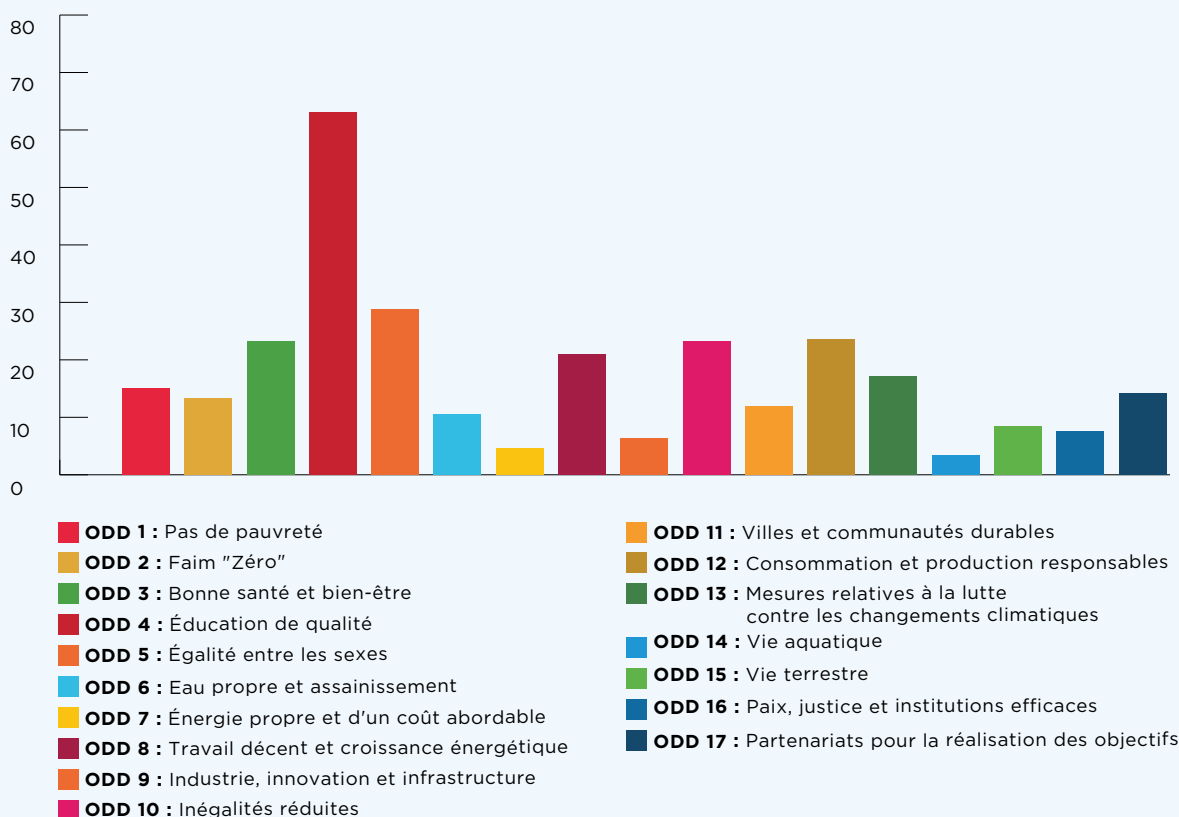
Retour sur la première phase d'étude

La population de volontaires ciblées par le questionnaire préalable à cette étude qualitative était délimitée par un certain nombre de

caractéristiques, dont l'une des principales concernait le fait d'être « engagés dans des missions qui œuvrent directement ou indirectement à la formation, la sensibilisation, ou à l'éducation, de communautés locales - « éducation formelle », « éducation non formelle » ou « apprentissage formel » (Termes de référence - étude préalable) ; Donc une population œuvrant d'une manière ou d'une autre à l'ODD 4 - « accès à une éducation de qualité ».

Toutefois, une grande majorité d'entre eux (notamment celles et ceux dont l'action ne concerne pas uniquement l'éducation « directe ») déclarait travailler et contribuer à une diversité d'autres ODD :

FIGURE 12 : CROISEMENTS DES ODD DANS LES MISSIONS DES VOLONTAIRES ŒUVRANT À L'ODD 4 (issue de l'analyse du questionnaire préalable)



Partant de là, il nous semble essentiel de venir creuser cette hybridation importante, afin de mettre en lumière une large partie de la contribution des volontaires qui n'était pas rendue visible par les données quantitatives issues du questionnaire préalable.

Des missions de volontariat plurielles et hétéroclites

Chaque volontariat réalisé est différent – les intitulés de mission peuvent être identiques, ils représentent toujours une réalité idiosyncratique. En effet, les missions qui incombent aux volontaires se définissent au travers d'une diversité d'éléments sociaux, économiques, culturels ou encore politiques.

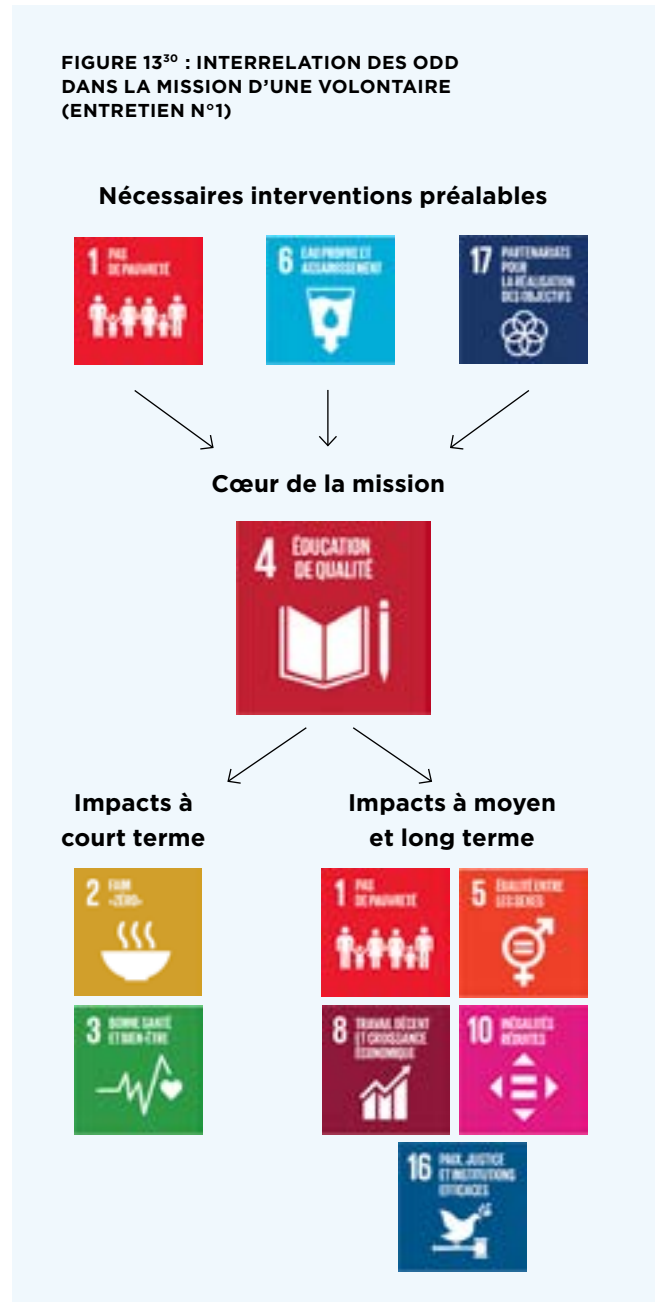
Celles-ci dépendent par exemple des objectifs fixés par les structures d'accueil qui déterminent la finalité de l'action²⁹, le lieu géographique où est réalisée la mission (« *Ça n'a rien à voir de partir en capitale et de vivre dans un espèce de « bunker » français* » – Entretien n°2, A), les environnements culturels et sociaux dans lesquels s'insèrent les volontaires (« *C'est au Sud [de Madagascar], et l'une des régions les plus difficiles en termes d'accès à l'eau, à l'éducation... La plus dure et la plus pauvre de Madagascar* » – Entretien n°1, C) ou encore les publics et les domaines qui sont visés par les actions de formation et d'éducation (Parfois des enfants, parfois plutôt des adultes ; sur la pêche et le bâtiment, ou plutôt sur l'accès à l'information et la liberté de parole – Entretiens n°1, n°6, n°7, n°9)...

Pour cette raison, majeure, il semble qu'il y a toujours un intrinsèque croisement des ODD dans les missions des volontaires, illustrant ainsi le caractère indivisible de ces objectifs.

Effectivement, nous pouvons légitimement nous poser la question de savoir comment il serait possible de contribuer à l'ODD 4 en tant « *qu'enseignante* » auprès de jeunes enfants par exemple (Entretien n°3), sans également favoriser la « réduction des inégalités » (ODD 10) ou bien « l'accès à des emplois décents » (ODD 8), à court, moyen ou long terme ?

De l'interrelation des ODD dans les missions des volontaires

Afin de développer ce trait de caractère du volontariat qui apparaît essentiel (l'interrelation), nous proposons ici une étude de cas relative à la mission de la première volontaire que nous avons interrogée. Celle-ci nous permettra d'illustrer la richesse de la contribution réelle des volontaires de manière plus générale :



²⁹Cf. « Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires », pp. 36-39.

³⁰ Infographie réalisée par nos soins, construite à partir du discours des volontaires et acteurs interviewés.

Conformément à la caractéristique principale de la population enquêtée que nous avons précédemment évoquée, nous observons que le « cœur de mission » de la volontaire est centré sur l'ODD 4 et les actions de formation et d'éducation, notamment vis-à-vis des professeurs. Elle reconnaît qu'il y a un « potentiel monstrueux là-bas, à Madagascar (...) qu'il faut impérativement passer par l'éducation, mais pas celle qui est proposée dans les écoles publiques ».

Aussi, tout en s'appuyant sur cette base solide, il y a un important volet qui concerne « *L'éducation à la santé, à l'hygiène, au sport, à la citoyenneté, au développement durable...* » (Entretien n°1, C).

Aussi, nous pouvons voir qu'à travers cet ODD, cette volontaire travaille déjà sur énormément d'autres domaines et touche une multitude d'autres cibles que celle qui est au « cœur de sa mission ». Cependant, avant de pouvoir mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, il apparaît qu'il faille d'abord intervenir sur d'autres points essentiels.

En effet, il faut tout d'abord que le public ait le « privilège » de pouvoir être scolarisé et formé – ce qui est loin d'être le cas dans le Sud de Madagascar qui rappelons-le, est la région la moins dotée d'un des pays les plus pauvres du monde. Pour y pallier, un système de bourse scolaire est mis en place (ODD 10) afin que les enfants puissent être scolarisés, et ainsi assurer la continuité à l'école.

Ce système nécessite des fonds importants qui sont notamment pourvus à travers la mise en place de conventions et partenariats avec différents acteurs et bailleurs internationaux (ODD 17).

Une fois ces premiers éléments mis en place, on voit qu'une entrée sur l'éducation et la formation peut avoir un certain nombre d'impacts. À l'école et au centre de formation « *on a mis en place une cantine sociale* » (Ibid) et un forage a également été réalisé, ce qui permet aux enfants « *de venir à l'école avec une bouteille d'eau vide et de repartir avec une bouteille pleine* » - ces deux points qui permettent d'intervenir sur les ODD 2 et 6.

Un foyer pour jeunes filles a également été construit, ce qui leur permet d'être scolarisées et ainsi de

favoriser l'égalité entre les genres (ODD 5) car en général « *arrivées en 6^e, les filles sont maman, elles sont mariées... C'est pour ça qu'on insiste sur l'éducation des filles* » (Ibid). Qui plus est, il y a « *quatre centres de formation professionnelle où les jeunes viennent pendant 2 ans apprendre des techniques* » (Ibid), permettant de favoriser une meilleure insertion professionnelle (ODD 8), notamment car ils sont accompagnés jusque dans le lancement de leur activité future.

Enfin, le système de bourse qui est proposé peut également permettre à nouveau de « *réduire les inégalités* » (ODD 10) (Ibid), tout en offrant un environnement sain et sécurisant à un ensemble de personnes, en répondant à tous leurs besoins primaires (ODD 3).

La contribution des volontaires face à notre indicateur³¹

Après cette brève présentation d'étude de cas, il nous semble désormais plus simple d'envisager l'étendue de la contribution des volontaires, qui s'avère de fait bien plus importante que celle d'une « simple » mise en œuvre de l'ODD 4.

En effet, même s'il s'agit là d'un cas particulier, nous sommes en mesure d'avancer que chaque mission de volontariat favorise un déploiement bien plus important que celui envisagé de prime abord. Cela vient remettre directement en question l'indicateur basé sur les « heures de formations permises ou dispensées directement ou indirectement par les volontaires » retenu dans la première phase d'étude, en montrant qu'il n'englobe finalement qu'une petite partie de ce qui est permis par l'action des volontaires (en se centrant principalement autour de l'ODD 4).

L'idée de s'appuyer sur un indicateur quantitatif est tout à fait séduisante, cependant cela n'apporte qu'une vision tronquée de la réalité. Enfin, même si ce détail de mission spécifique permet de montrer que les volontaires concourent à la bonne marche d'une multitude d'ODD, il est important de souligner qu'il n'est jamais de leurs seuls faits, mais avant tout de la conjonction d'un réseau d'acteurs absolument essentiel sur lequel nous nous devons de revenir.

³¹ Développé par France Volontaires et introduit précédemment.



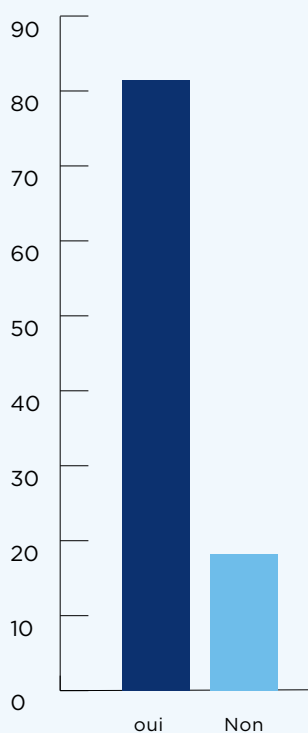
De la richesse et de la force du réseau d'acteurs du volontariat

Retour sur la première phase d'étude

Dans notre analyse de la précédente étude quantitative, il apparaissait qu'une grande majorité des volontaires faisaient appel à des intervenants extérieurs au sein de leurs organisations respectives :

FIGURE 14 : FAITES-VOUS APPEL À DES VOLONTAIRES OU BÉNÉVOLES DANS VOTRE ORGANISATION ?

(issue de l'analyse du questionnaire préalable)



Pour plus de 66 % des répondants au questionnaire, le nombre d'intervenants ponctuels sur une année variait entre « 2 à 10 » - leur nombre pouvant même aller jusqu'à « plus de 50 » pour certains volontaires et organisations. Ces importants effectifs révélaient le fait qu'il y a une large partie de la contribution à l'ODD 4 qui leur est due, sans que nous ne puissions réellement la mesurer à l'aide des indicateurs quantitatifs - principalement orientés autour de l'action des volontaires.

Au travers de cette deuxième phase d'étude, nous nous intéresserons donc à ces acteurs afin d'éclaircir et d'enrichir ce point, mais également à toutes les autres parties prenantes qui, insérées dans des relations d'interdépendances, participent de la dimension écosystémique du volontariat et représentent une sorte de « *face cachée de l'iceberg* » dans le travail que réalisent les volontaires.

Du rôle préalable des structures d'envoi

Avant d'être envoyés sur le terrain, les volontaires sont généralement sélectionnés selon les besoins de compétences affectés à un poste qui sont exprimés par les structures d'accueil. Dans ce sens, on peut dire qu'en quelque sorte « *le départ n'est pas volontaire, mais solidaire ; c'est-à-dire que c'est une réponse à une fiche de poste donnée* » (Entretien D, Directeur Délégué).

Ensuite, les organisations d'envoi, garantes du départ en mission des volontaires, réalisent des formations qui seront gages d'une bonne réussite et intégration pour les volontaires. Même si nous avons montré que ces dernières pouvaient apparaître limitées aux volontaires³², elles s'avèrent toutefois impérieuses et importantes - « *ça ne m'avait pas forcément apporté beaucoup de choses, mais de le mettre en mots [les questions de développement], de le voir pour de vrai sur des modules ultra-spécifiques durant une session, c'est toujours intéressant* » (Entretien n°5, C). Par la suite, certaines réalisent également une « *évaluation périodique* », même si d'après l'un de nos répondants, « *elle n'a pas trop d'aspect formel (...) et n'est pas partagée avec la structure d'accueil* » (Entretien D, Directeur Délégué).

³²Cf. « De la méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030 », pp. 33-36.

Les structures d'accueil au centre de l'équation

À l'arrivée des volontaires sur le terrain, les structures continuent le travail de formation qui a été initié, et facilitent l'entrée au sein d'un nouvel environnement et d'une équipe, qui est le plus souvent composée d'une majorité de malgaches :

« On est 4 volontaires : mais il y en avait beaucoup plus avant la crise de la Covid ; parce qu'à Mada il n'y a pas de structures sanitaires réellement potentes (sic. « fonctionnelles »). À la fin on s'est retrouvé trois expatriés, sur une dizaine de salariés présents » (Entretien n°1, C) ; « [l'équipe] c'est essentiellement des malgaches. On est deux autres (en tous cas avant Covid, beaucoup sont partis depuis) VSI à Madagascar : le directeur du pays et une coordinatrice des formations » (Entretien n°7, CdM).

Même si les volontaires sont généralement là pour former et coordonner le travail de ces nombreux salariés, ils s'appuient directement sur eux afin de mener à bien le dessein de la structure d'accueil.

En effet, il y a une sorte de relation d'interdépendance « innée », liée à l'expérience de terrain des salariés, à leur connaissance des autres intermédiaires et acteurs de terrain.

Finalement, ce sont eux et plus généralement la structure d'accueil, qui permettent en quelque sorte d'intégrer les volontaires, de les faire rentrer dans des espaces et des relations privilégiées, afin de pouvoir réaliser plus efficacement leurs missions - *« c'est grâce à elle que je pouvais faire ma mission, que je pouvais m'insérer dans les communautés » (Entretien n°3, EF).*

Du rôle des intervenants extérieurs

Au-delà d'un grand nombre de salariés avec lesquels les volontaires sont amenés à travailler il y a aussi très régulièrement des intervenants extérieurs qui sont présents dans l'environnement du volontariat. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la majeure partie des missions qui sont réalisées par les volontaires s'apparentent à de la coordination, de l'administration ou encore de la

gestion – tout comme l'échantillon que nous avons pu interroger (7 volontaires sur 9 au total). Ces personnes sont extrêmement importantes car elles participent grandement à la réalisation des actions de formation, comme c'est le cas par exemple pour cette volontaire travaillant pour une coopération décentralisée : *« On travaillait par exemple sur l'électro-technique avec un Lycée français – ils venaient et envoyaient deux enseignants, deux fois par an, pendant une semaine » ; « Pour la pêche (...) on a fait quatre sessions où un lycée français venait former pendant 3 semaines. » (Entretien n°6, CdM).*

Dans ce genre de cas, cette aide extérieure est d'autant plus essentielle qu'elle est généralement intégrée à des partenariats qui permettent de faire intervenir des professeurs à titre « bénévole » dans les formations, *« et heureusement, parce que si on avait dû faire appel à des professionnels, ça aurait coûté beaucoup plus cher » (Entretien n°5, C).*

Du rôle des bénévoles sur le terrain

De plus, si l'entrée principale de toutes les missions est bien l'éducation et la formation, ce sont, nous l'avons vu, surtout les temps « informels » et « non-formels » que les volontaires jugent comme étant les plus probants et importants - *« Et cela [à propos d'un questionnaire] nous a permis de voir que ceux qui étaient les meilleurs en français, c'était ceux qui venaient le plus à la bibliothèque et qui nous côtoyaient le plus » (Entretien n°2, A).*

C'est notamment à l'occasion de ces activités périscolaires qu'interviennent les bénévoles malgaches sur le terrain, contribuant ainsi à la réalisation des missions et des objectifs des volontaires :

« on était beaucoup en relation avec l'évêché, et aussi deux femmes malgaches qui nous aidaient à la bibliothèque pour assurer la mission. Elles nous aidaient pour la traduction, pour aider les enfants à trouver des livres... » (Entretien n°3, EF).

« Il y avait beaucoup de bénévoles [des étudiants] impliqués autour de cet événement [un concours], donc on a pu commencer à travailler avec les mineurs incarcérés en prison, beaucoup d'actions qui

se mettaient en place, juste avant la catastrophe [la Covid-19]. » (Entretien n°6, CdM).

Ces aides consubstantielles au volontariat apportées par des intervenants extérieurs sont liées au concours des volontaires, qui les sélectionnent afin de répondre au mieux aux objectifs liés aux problématiques locales³³.

Les volontaires : « pierres angulaires » du volontariat

Dans ce sens, les missions des volontaires sont régulièrement sous le coup de différentes logiques qui sont parfois difficiles à concilier (Entretien n°5, C).

Il y a tout d'abord les orientations de leurs structures d'accueil qui sont essentielles et fixent le cap des actions à mettre en place. Ensuite, vient la question du financement, principalement apporté par des bailleurs nationaux et internationaux (AFD, UE, MEAE, etc.) qui au travers de leurs appels à projet, exigent naturellement une contrepartie en termes de problématiques solutionnées³⁴.

Puis, la question des pouvoirs publics, locaux, régionaux ou nationaux avec lesquels les relations apparaissent très compliquées - notamment avec le ministère de l'éducation malgache, « *Pour bien comprendre le contexte, depuis deux ans on en est*

C'est à l'interface entre ces 3 pôles que le travail des volontaires est le plus important et qu'il peut être considéré comme « pierre angulaire » du volontariat

à notre troisième ministre de l'éducation nationale, d'accord ? Et à chaque fois il

change d'équipe, donc imaginer pour pérenniser des relations dans ce contexte... » (Entretien n°4, A).

Les relations sont donc très fluctuantes, pour autant, il faut composer avec elles car « *elles sont très importantes, elles sont même primordiales (...) sans eux, on n'a pas de légitimité* » (Entretien n°2, A).

Enfin, viennent les besoins et les réalités de terrain des partenaires locaux auprès desquels interviennent les actions de formation et d'éducation (chefs d'établissements, professeurs, populations...). C'est à l'interface entre ces 3 pôles que le travail des volontaires est le plus important et qu'il peut être considéré comme « pierre angulaire » du volontariat - il s'agit de traduire l'ensemble de ces volontés et exigences afin d'adapter au mieux l'ensemble des actions menées à la réalité de terrain. Pour illustrer

Les volontaires sont en quelque sorte les piliers, en tant qu'ils favorisent la mise en place d'actions cohérentes, en mêlant flexibilité et adaptation à plusieurs échelles

ce point, une volontaire nous informe à propos d'un bailleur international que « *ce qu'ils font c'est*

bien, mais c'est trop gros, déconnecté, ils sont pas sur le terrain (...) Il faut beaucoup plus réfléchir à ce qu'on fait, il y a trop de choses qui sont en décalage [...] par exemple on amenait des grosses machines énormes et on ne pouvait même pas les brancher » (Entretien n°6, CdM).

Nous voyons par ces exemples toute l'interdépendance de ce réseau d'acteurs et dont les volontaires sont en quelque sorte les piliers, en tant qu'ils favorisent la mise en place d'actions cohérentes, en mêlant flexibilité et adaptation à plusieurs échelles.

³³ Cf. « Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires », pp. 36-39.

³⁴ Par exemple en termes d'ODD. Cf. « Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires », pp. 36-39.



CONCLUSION GÉNÉRALE SUR
**l'apport du volontariat
international d'échange
et de solidarité
à l'Agenda 2030**

Suivant le fil rouge de l'analyse de cette présente étude, nous souhaitons revenir sur les éléments essentiels qui émergent des différentes parties. Avant de changer de focale pour nous intéresser plus spécifiquement à l'apport « *global* » du volontariat international d'échange et de solidarité dans la mise en œuvre de l'ODD 4, et plus généralement de l'Agenda 2030 – dont il a été reconnu comme « *un moyen puissant et transversal (...) à travers [sa] capacité de mobilisation des individus à l'échelle nationale pour contribuer à mettre en œuvre les politiques de capacité de développement³⁵* ».



Synthèse des éléments issus de l'analyse

À propos de l'Agenda 2030, nous relevons bel et bien une **méconnaissance relativement importante** par les volontaires, *a minima* formelle, tel que cela était ressorti dans le questionnaire préalable – renforçant l'idée qu'il y a bel et bien un **manque de sensibilisation et de formation à ce sujet**.

Pour celles et ceux qui le connaissent, il semble qu'il soit difficile de le rattacher au terrain sans passer par une **importante phase de « re-contextualisation »**. Si cette adaptation au terrain se fait généralement au fur et à mesure, notamment grâce aux capacités « d'adaptation » et de « flexibilité » des volontaires, elle pourrait être bien plus rapide en insistant sur une meilleure préparation à l'interculturalité (gage de mise en œuvre de l'Agenda 2030).

Pour ce qui est des structures d'accueil des volontaires, il s'avère qu'une partie d'entre elles méconnaissent également l'Agenda 2030. Rattachant ainsi leurs objectifs à des échelons moins généraux (indexés par exemple sur les besoins des populations locales, Plans régionaux de développement, Plans Nationaux de Développement, etc.). Cela révèle à

La contribution générale va bien au-delà du « simple » cadre de l'ODD 4, en favorisant la mise en œuvre de plusieurs ODD interconnectés, et donc d'une large partie de l'Agenda 2030

nouveau un manque d'appropriation des ODD, ainsi que de l'importance de s'en emparer pour faire valoir le travail qui est réalisé sur le terrain.

Pour cette raison, **les actions de plaidoyer et de communication**, reconnues comme importantes et utiles par un ensemble de personnes interrogées, méritent d'être poursuivies et prolongées.

³⁵ Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015, Nations unies, 2014, paragraphe 131

L'évaluation de l'apport et de l'efficacité des volontaires quant à elle est plus généralement axée sur des indicateurs qui concernent la pérennisation des projets, les partenariats ou encore les financements permis par les volontaires, plutôt que sur des indicateurs quantitatifs tel que celui développé par le groupe de travail.

Nous avons également souligné le fait que les

Ici les volontaires jouent un rôle essentiel, en apportant avec eux de nouvelles formes de pédagogie, de nouveaux outils

missions réalisées par les volontaires, au sein des structures d'accueil, étaient **plurielles et hétéroclites**.

Dans ce sens, une large partie d'entre elles ne sauraient être évaluées en étant cantonnées à « *la dispense ou à la permission d'un nombre d'heures de formation* », et ce quel qu'en soit le cadre (notamment « *formel* » ou « *non-formel* »). L'étude de cas, que nous avons choisie pour illustrer les missions des volontaires, montre que la contribution générale va bien au-delà du « *simple* »

Il est essentiel de prendre en compte l'ensemble de l'écosystème dans lequel sont insérés les volontaires, véritables « pierres angulaires » du volontariat

interconnectés, et donc d'une large partie de l'Agenda 2030.

Enfin, il est essentiel de prendre en compte l'ensemble de l'écosystème dans lequel sont insérés les volontaires, véritables « *pierres angulaires* » du volontariat. Des pouvoirs publics aux partenaires locaux, en passant par les intervenants extérieurs - il

faut compter sur une multitude de protagonistes pour permettre le fonctionnement global de ce que l'on peut nommer le « *volontariat international d'échange et de solidarité* ».



De la contribution des volontaires à l'ODD 4

Nous avons montré dans notre développement que le champ d'action des volontaires était large et que leur contribution dépassait largement le cadre de l'ODD 4.

Cependant, nous n'avons pas concrètement exploré leur apport vis-à-vis de ce dernier, même s'il transparaît dans les différentes parties - il convient donc désormais de nous intéresser à ce point plus en détail. Premièrement, il est de nombreuses contributions « *qualitatives* » liées principalement à l'éducation et à la formation directe, qui échappent à notre indicateur référent - puisque par essence non quantifiables.

L'ensemble des volontaires interrogés font état d'un modèle d'éducation malgache en peine - cela étant lié au fait qu'il y a peu de moyens investis dans l'éducation nationale au regard des lacunes qui la concerne.

La conséquence directe est que l'enseignement n'a que peu évolué. Ici les volontaires jouent un rôle essentiel, en apportant avec eux de nouvelles formes

Ils participent alors directement de l'évolution de ce modèle éducatif, et permettent une meilleure adhésion et réussite de l'enseignement

de pédagogie, de nouveaux outils (l'informatique notamment) - en étant « *porteurs d'innovation* » (Entretien E, Représentante

pays), ils participent alors directement de l'évolution de ce modèle éducatif, et permettent une meilleure adhésion et réussite de l'enseignement.

À titre d'exemple, un programme développé par une ONG basé sur l'utilisation d'outils informatiques novateurs au sein d'établissements, a montré que le taux de réussite au bac scientifique avait

il est des apports « mixtes » - qualitatifs et quantitatifs - permis par le travail des volontaires qui cette fois-ci sont plutôt liés à l'organisation et au développement de l'éducation malgache

grimpé à 60 % dans les lycées partenaires du programme, contre 35 % au niveau national (Entretien n°4, A).

Dans ce sens, il y a également un important travail qui est réalisé en termes de renforcement des compétences des

professeurs, via la formation professionnelle (« *on organise une formation et puis 6 mois après les profs ne sont plus en poste parce qu'ils ont trouvé un emploi ailleurs...* » - Entretien n°6, CdM) et dans un cadre déontologique, en travaillant sur tous les aspects liés aux « *nouvelles* » et différents manières d'enseigner.

C'est notamment à l'occasion des nombreux « *échanges* » entre professeurs français et malgaches, qui permettent de favoriser la mixité culturelle. Les volontaires rapportent également le fait que

l'ensemble des enseignements sont réalisés en français à partir de la classe du CE2, or seule une petite partie des malgaches parlent cette langue couramment (notamment parce qu'elle n'est pas parlée dans la sphère privée).

la contribution des volontaires à l'ODD 4 est très diversifiée (apport qualitatif, quantitatif, mixte...) et qu'elle intervient à plusieurs niveaux (actions d'éducation, de formation, organisation, gestion, conseils...)

Les cours dispensés par les professeurs ne sont pas toujours d'une grande qualité, étant donné qu'eux-mêmes ne parlent pas toujours très bien

français. Les volontaires eux interviennent beaucoup sur cette thématique, en proposant une approche différente via l'éducation « *informelle* » et « *non-formelle* », ainsi que durant les temps périscolaires (principalement durant « *les-à-côtés* » des missions des volontaires)³⁶.

Dans ce sens, les volontaires réalisent donc un important travail d'appui et de complément à l'éducation nationale - de même qu'ils participent grandement à la poursuite du cursus scolaire du public auprès desquels ils interviennent.

Enfin, il est des apports « *mixtes* » - qualitatifs et quantitatifs - permis par le travail des volontaires qui cette fois-ci sont plutôt liés à l'organisation et au développement de l'éducation malgache.

Ces derniers sont énormément investis dans l'accompagnement des projets de développement en rapport avec l'éducation et la formation. Forts de leurs « *atouts relationnels* » et de leur « *expertise professionnelle* », ils apportent une aide conséquente aux acteurs et partenaires locaux dans la formalisation et la structuration des projets.

³⁶ Sur les « à-côtés », cf. « Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires », pp. 36-39.

D'une part, ils facilitent ce déploiement grâce à leurs **capacités à renforcer les partenariats - locaux, régionaux, nationaux, internationaux** -, et d'autre part ils favorisent l'apport de financements des institutions (relativement aux points que nous venons d'évoquer, mais aussi certainement du fait de leur statut de « *français* », qui semble avoir un impact symbolique très fort à Madagascar). Par exemple, le développement d'une université dans une zone enclavée de Madagascar a offert la possibilité à des milliers de jeunes de pouvoir suivre un enseignement supérieur, grâce au travail actif d'une volontaire qui a participé à toutes les étapes de croissance de ce projet monté par des acteurs malgaches locaux (*Entretien n°5, C*) - permettant ainsi la création d'une plus grande offre d'enseignement.

Au travers de tous ces éléments, ainsi que ceux évoqués dans notre développement, nous voyons que la contribution des volontaires à l'ODD 4 est très diversifiée (apport qualitatif, quantitatif, mixte...) et qu'elle intervient à plusieurs niveaux (actions d'éducation, de formation, organisation, gestion, conseils...).

Cette pluralité de contributions rend donc par essence très difficile son appréciation et son évaluation au travers de notre indicateur, et il nous semble complexe de proposer une alternative efficiente au regard des attentes du GT.



De « l'utilité sociale » du volontariat

Enfin, au-delà d'un focus sur la seule question des volontaires et de l'ODD 4 - cible prioritaire de notre étude - nous souhaitons mettre en avant quelques points grandement permis par l'ensemble du réseau du volontariat international d'échange et de solidarité (ici principalement centré sur les VSI, du fait de notre population enquêtée).

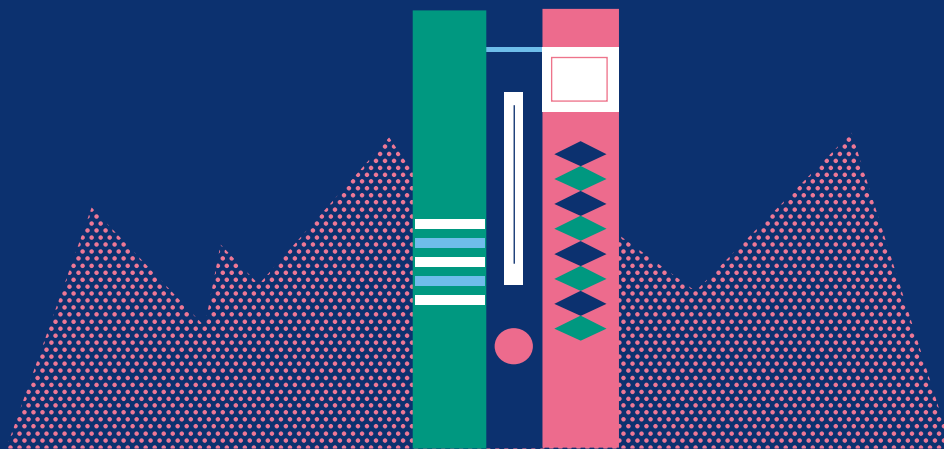
Un « *arc-boutant* » essentiel à la mise en œuvre des ODD en offrant un cadre de développement pérenne et résilient

Tout d'abord, en apportant de la « *fraîcheur* » et de la « *nouveauté* »,

grâce à une certaine liberté d'action (*Entretiens E, D, n°5, n°2*), le réseau amène « *une remise en cause de ce qui se passe à Madagascar* » (*Entretien n°4, A*) permettant ainsi de **faire évoluer l'environnement local et institutionnel de manière importante**.

La mixité des équipes des structures d'accueil, composées essentiellement de malgaches, permet quant à elle d'apporter une « **richesse culturelle et d'expérience** » (*Entretien G, Responsable Partenariat*), favorables à l'ensemble des parties prenantes en **contribuant au « renforcement de l'existant et d'apport des compétences »** (*Entretien n°7, CdM*). À ce titre, il peut être considéré comme un « *arc-boutant* » essentiel à la mise en œuvre des ODD en offrant un cadre de développement pérenne et résilient.

Dans une démarche sans cesse renouvelée d'autonomisation des populations locales, il permet la **mise en œuvre d'une forme d'inclusivité de toutes les parties prenantes**, épousant ainsi le dessein premier de l'Agenda 2030.



Annexes

P.52 ANNEXE 1

P.54 ANNEXE 2

ANNEXE 1

Quelles suites à cette étude expérimentale ?

Suite à l'enquête, Sociotopie et les membres du groupe de travail ont réfléchi aux suites à donner à cette enquête, et ont posé quelques réflexions pour de futurs projets. Certaines de ces réflexions sont synthétisées dans cette première annexe au rapport.

Comment mieux valoriser la contribution des volontaires à l'ODD 4 ? Comment peut-on mesurer d'une manière générale la contribution des volontaires à l'Agenda 2030/sur d'autres ODD ?

La contribution des volontaires à l'ODD 4 peut être valorisée par le biais des indicateurs "qualitatifs" qui ont été mis en avant dans l'analyse des différents entretiens réalisés durant la seconde phase d'étude. Il pourrait également être intéressant de traduire ces indicateurs (montée en compétences des acteurs, innovation/nouveauté apportée, etc.) en indicateurs "quantitatifs" (gestion de projet, transfert de compétences, expertise) pour mieux appréhender une large partie du travail réalisé par les volontaires dans le sens d'une mise en œuvre de l'ODD 4.

Ces aspects caractéristiques des volontaires, soulignés par les structures d'accueil, pourraient tout à fait être rapportés à d'autres ODD ; permettant d'estimer un volume de contribution global à l'Agenda 2030.

Pour ce qui est des indicateurs « quantitatifs », de nouveaux pourraient être développés en s'appuyant sur les objectifs définis dans les Plans Nationaux de Développement des pays, qui sont en partie la traduction de ceux de l'Agenda 2030. Cela

permettrait d'être plus proche de la réalité de terrain, mais également qu'ils soient "exportables" (par exemple le nombre de bénéficiaires finaux touchés par des actions de formation).

Couplés avec des indicateurs « qualitatifs » cela pourrait être valorisé par exemple à l'occasion des Revues Nationales Volontaires, lorsque les États rendent compte au Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies, de l'avancée de la mise en œuvre des ODD dans leurs pays.

La récolte des données pourrait avoir lieu au moment des rapports effectués à la fin des missions des volontaires (notamment). Cela pourrait également être fait en systématisant des cycles d'évaluations, communs à toutes les structures, qui se rapporterait directement à l'atteinte des ODD. Dans ce sens, des indicateurs « quantitatifs » et « financiers » pourraient aussi être mobilisés - le nombre de partenariats développés, pérennisés, traduisant in fine les financements apportés et mobilisés grâce au concours des volontaires.

Quelles pistes pour une meilleure valorisation et appropriation de l'Agenda 2030 ?

Il y a plusieurs pistes évoquées notamment dans le rapport d'étude. Tout d'abord la question d'une formation à l'interculturalité plus importante favorisant une meilleure intégration et opérationnalité.

En les couplant aux formations à l'Agenda 2030, cela pourrait être l'occasion de « contextualiser » les ODD avec le terrain, avec les objectifs des Plans Nationaux de Développement. Cela permettrait d'une part de se rapprocher des objectifs spécifiques des structures d'accueil, et d'autre part de dresser un premier pont entre les ODD et la réalité de terrain des volontaires.

Ce travail peut être rendu encore plus efficient en favorisant la coordination entre structures d'envoi et structures d'accueil de volontaires (pour les formations, mais aussi pour les évaluations – permettant de centraliser les informations et une récolte de données plus efficace).

Les volontaires étant définis comme « pierres angulaires » du volontariat, se pose la question de leur préparation au terrain et au fait notamment d'être confrontés à des « *faisceaux d'interdépendances* » et logiques diverses (structures d'accueil, d'envoi, bailleurs, partenaires locaux, etc.). Comment peuvent-ils être mieux préparés à cette réalité durant les formations ?

La création d'une plateforme ou « boîte à outils » à destination des volontaires pour leur permettre d'échanger sur leurs pratiques peut être une piste de travail, pour permettre une meilleure appropriation et compréhension globale de l'Agenda 2030 (par exemple : comment mettre en œuvre tel ODD dans tel pays ? Qu'est-ce que ça signifie pour moi ? Comment je procède et rends compte de cette contribution ?).

Réflexions annexes et suite de l'étude

Le cadre de l'Agenda 2030 est important dans les pays du « Sud », mais il ne faut pas oublier qu'il est valable sur l'ensemble de la planète. De quelle manière est-ce qu'il est mis en œuvre, et valorisé par les volontaires à leur retour en France ?

La vision critique des volontaires de leurs missions, et leurs apports est importante et mériterait d'être investiguée et valorisée.

Il apparaîtrait intéressant de prolonger cette étude sur un autre terrain, en s'intéressant aux points de vue des autres parties prenantes du volontariat (notamment les bénéficiaires du travail réalisé par les volontaires), de façon à avoir une vision globale de leur apport.

Cela permettrait également de venir tester les principaux résultats issus de la seconde phase d'étude qualitative et de rendre compte de manière plus approfondie et factuelle des apports des volontaires.

Enfin, les parties prenantes de ce projet pourraient s'emparer de ces enseignements pour prolonger l'enquête sur cet objet d'étude difficile d'appropriation, ou encore mettre en place un protocole plus systématique de remontée d'informations et de données sur ces sujets.

ANNEXE 2

Fiche de priorisation de l'ODD 4 – issue du Rapport National de Priorisation des ODD malgache³⁷



Fiche de priorisation de l'ODD 4

« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »

L'ODD 4 est composé de 7 cibles. L'objectif proprement dit est de veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et de promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

6 cibles sur 7 ont des correspondances avec le PND. Les cibles 4.1, 4.2 et 4.6, font références dans le programme Système éducatif performant, tandis que les cibles 4.3, 4.5 et 4.7 concordent avec le programme de Formation Technique et Professionnelle.

Ces 7 cibles sont toutes des cibles qui n'ont pas été atteintes lors des OMD. D'ailleurs, elles ont de forts effets multiplicateurs, ce sont des outputs pour atteindre des cibles de ODD 8. Une politique intersectorielle de l'éducation tiendra compte des effets multiplicateurs de l'ODD 4 en considérant les 14 cibles des 6 ODD (3, 5, 8, 10, 16, 17) qui sont des inputs essentiels à la réalisation de l'ODD 4. De même, cette politique intersectorielle de l'éducation sera déclinée de sorte à avoir les impacts attendus sur les 22 cibles des 10 ODD (1, 3, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 17) que l'ODD 4 doit permettre leur réalisation.

Faisant référence aux activités mises en œuvre au niveau du secteur Education, les cibles 4.2 et 4.6

servent de cadrage avec un certain niveau de priorité. Par contre, selon la combinaison de l'évaluation de l'importance et la performance actuelle, les cibles 4.1, 4.4, 4.5, 4.6 sont à prioriser.

Pour ce qui est ainsi du secteur Education, les priorités sont de faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons puissent suivre un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, qui leur donne des acquis pertinents et effectifs, veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons bénéficient d'activités de développement et de soins de la petite enfance et d'une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire, augmenter de la proportion de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et l'entrepreneuriat, éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle, et veiller à ce que tous les jeunes et des adultes des deux sexes sachent lire, écrire et compter.

³⁷ www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/library/mdg/rapport-national-de-priorisation-des-odd-a-madagascar.html

Plus de cinq ans après son adoption, l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) représentent aujourd'hui un cadre international de référence destiné à éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde.

Alors que le volontariat n'apparaît pas explicitement dans les ODD, les cibles à atteindre ou les indicateurs de suivi, le volontariat est reconnu dans le texte cadre de l'Agenda 2030 comme partie prenante dans la réalisation des 17 ODD. Et à travers le monde, les organisations de volontariat et les volontaires ont su illustrer leur apport au quotidien pour des sociétés plus solidaires et durables, en menant des actions concrètes pour répondre aux enjeux climatiques, lutter contre les inégalités, améliorer l'accès à l'éducation ou encore promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Cependant, comment s'approprier le cadre de l'Agenda 2030 quand on est acteur du volontariat international d'échange et de solidarité ? Quelle est la place de l'engagement citoyen dans l'atteinte d'ODD ? Et comment mesurer l'impact du volontariat dans la réalisation de l'Agenda 2030 ?

France Volontaires et **onze de ses organisations membres**, ainsi que l'atelier de sciences humaines et sociales **Sociotopie**, ont apporté des premières réponses à ces questions, grâce à une étude expérimentale sur **la contribution du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030**, en s'intéressant plus particulièrement à **l'ODD 4 « Education de qualité »** et à **Madagascar**.

